

LA PLANIFICATION EN ALBANIE SOCIALISTE

(1944-1984)

DOSSIER ETABLI PAR L'INSTITUT D'ETUDE
SUR L'ALBANIE SOCIALISTE (INEAS)

Sommaire :

- La planification en Albanie : bilan et perspectives (Edith Louchez) (p. 2)
- Méthodologie de la planification : aperçu et tendances (Patrick Bobulesco et Jean-Louis Favre) (p. 12)
- La planification de l'aménagement du territoire (Gabriel Jandot) (p. 20)
- Le système éducatif albanais : organisation et planification (Françoise Pacaud) (p. 29)

Présentation :

Le numéro deux des *Cahiers de l'INEAS* paraît au moment où le peuple albanais fête ses quarante années de pouvoir populaire.

Cette circonstance particulière invite fort naturellement au regard rétrospectif. La période qui s'est écoulée depuis la Libération correspond en effet au laps de temps qui couvre une génération et demie. Les jeunes Albanais d'aujourd'hui sont les petits-enfants et les arrière-petits-enfants des partisans d'hier. Ni eux, ni leurs parents n'ont participé à cette lutte gigantesque dont l'enjeu ne fut pas seulement la libération complète du territoire de l'occupation fasciste et nazie, mais aussi l'instauration d'un nouveau régime qui allait garantir à l'Albanie, comme le montrent ces quarante ans écoulés, une indépendance exemplaire ainsi qu'un développement économique, social et culturel exceptionnel dans son principe comme dans son application.

En consacrant le dossier de ce numéro des *Cahiers de l'INEAS* à la planification en Albanie socialiste durant ces quarante ans, nous nous sommes efforcés par ce biais de donner un aperçu général du développement socialiste albanais, sans prétendre — cela va de soi — à en exposer tous les aspects de façon quelque peu complète. L'ampleur d'une telle entreprise dépasse bien évidemment nos modestes moyens. De nombreux documents albanais ont d'ailleurs déjà paru, ou sont annoncés, qui ont pour objet de dresser de façon assez exhaustive le bilan économique, politique, social, culturel de ces quarante années. Ils permettent et permettront d'avoir une vision encore plus précise de la vie nouvelle en Albanie. Nous ne saurions trop les conseiller à nos lecteurs désireux d'aller au-delà de cette première approche que suggère notre dossier.

*Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir
du dossier extrait du n°2 des Cahiers de l'INEAS —
Association des Amitiés Franco-Albanaises — Librairie Le
Point Du Jour — Paris, 1984.*

WWW.MARXISME.FR

DOSSIER : 40 ANS DE PLANIFICATION EN R.P.S. D'ALBANIE

La planification en Albanie : bilan et perspectives

par Edith LOUCHEZ

Le principe d'une direction planifiée et centralisée de l'économie est consacré par l'article 25 de la Constitution albanaise qui rappelle que "l'Etat organise, dirige et développe toute la vie économique et sociale du pays suivant un plan unique et général afin de satisfaire les besoins matériels et culturels sans cesse croissants de la société, de renforcer l'indépendance et la défense du pays en développant et en perfectionnant constamment la production socialiste sur la base d'une technique avancée".

L'historique qui va suivre vise à retracer les grandes étapes du développement économique de l'Albanie en mettant l'accent sur les différentes priorités que chaque plan a dégagées dans le souci continuellement réaffirmé de "compter essentiellement sur ses propres forces" ; cet exposé surtout analytique doit permettre au lecteur de voir combien les objectifs économiques énoncés dans les différents plans quinquennaux ne sont pas demeurés une pure construction théorique, mais ont reçu une pleine réalisation en dépit des diverses vicissitudes qu'a connues l'Albanie, notamment lors de l'exécution des 3^e (1961-1965) et 6^e (1976-1980) plans quinquennaux.

Nous nous arrêterons plus longuement, pour terminer, sur le 7^e plan quinquennal, actuellement en cours de réalisation, afin de mieux saisir les différents impératifs économiques que l'Albanie s'assigne aujourd'hui.

PREMIERS PAS VERS UNE ECONOMIE SOCIALISTE

En 1938, l'Albanie pays agraire semi-féodal à tradition pastorale ne disposait que d'une agriculture arriérée où l'élevage assurait 90 % de la production du pays et d'un tissu industriel quasi-inexistant : la production industrielle en 1938 ne représentait que 9,8 % de la production totale, tandis que le revenu national provenait pour 92,4 % de l'agriculture et pour 4,5 % seulement de l'industrie.

Dès l'instauration du pouvoir populaire en Albanie, aux lendemains d'une guerre dont la fragile économie du pays sortit totalement exsangue, les communistes albanais procédèrent à une réforme agraire, nationalisèrent les principaux moyens de production et adoptèrent le principe d'une économie planifiée et dirigée centralement. Ce mode d'organisation de la vie économique et sociale non seulement découlait de l'idéologie marxiste-léniniste dont le PC albanais au pouvoir s'inspirait, mais il constituait aussi le seul moyen pour pouvoir mobiliser rapidement et efficacement l'ensemble des forces disponibles du pays et réaliser ainsi les tâches de reconstruction et de développement les plus urgentes.

Dès 1945, l'objectif central des communistes albanais dans le domaine économique allait être de transformer l'Albanie d'un pays agraire arriéré en un pays agraire-industriel : cet objectif allait être à l'ordre du jour jusqu'en 1955, le but poursuivi devenant ensuite le passage du pays au stade industriel-agricole, stade qu'il s'est agi de consolider par la suite.

Cette stratégie économique donne la priorité à l'industrie, mais prend garde de ne pas faire de l'agriculture la parente pauvre, la "laisser-pour-compte" du décollage économique, ce que l'avenir confirmera avec éclat lorsque l'Albanie parviendra à assurer son autosuffisance alimentaire. Le pouvoir albanais garda toujours présent à l'esprit qu'il était impossible de sortir de cet état de sous-développement et de construire le socialisme sans améliorer la situation de l'agriculture et veiller à ce qu'elle se développe sans discontinuité. L'industrie ne pouvait en effet être mise sur pied sans que fussent assurés son approvisionnement en matières premières et celui de la population en produits alimentaires.

Durant l'ensemble de la période concernée ici par les plans quinquennaux (soit les années 1950-1985), l'accent sera toujours mis sur le développement de l'industrie, surtout et plus particulièrement sur les branches extractive et de transformation.

"Dans sa politique économique pour l'industrialisation socialiste du pays, le Parti s'est toujours guidé sur la thèse léniniste qui considère que l'industrie lourde est la base de l'industrialisation socialiste, que dans ce processus la production des moyens de production doit avoir des taux de croissance plus élevés que celle des biens de consommation." (Enver Hoxha.)

Les premiers plans annuels pour les années 1947-1948 visèrent à la consolidation de l'économie socialiste (la part du secteur socialiste atteignait alors 95 % du volume global de la production industrielle) par le développement des mines (charbon, cuivre, chrome, ressources pétrolières) et des diverses branches de l'industrie légère.

Dans le domaine de l'agriculture, on décida d'étendre les superficies ensemencées, d'accroître la production de céréales panifiables, de commencer de nouvelles cultures industrielles sans oublier les premiers efforts réalisés pour assécher les marais, irriguer et drainer de nouvelles terres ; parallèlement à cela, la mise sur pied très

progressive des coopératives agricoles, fondée sur le libre consentement de leur membres, se poursuit ; en 1947, furent créées les premières stations de machines et de tracteurs agricoles (SMT) considérées dès leur création comme "entreprises socialistes d'Etat".

En 1948, le volume global de la production industrielle avait doublé par rapport à 1938 tandis que la production agricole dépassait également le niveau d'avant-guerre.

Le 1^{er} Congrès du Parti communiste albanais en 1948 (8 au 22 novembre) allait élaborer les principales directives pour "la construction des bases du socialisme" et attribuer comme tâche essentielle à l'économie, "l'industrialisation socialiste et l'électrification totale du pays". Cette industrialisation devait être accomplie à des rythmes rapides pour permettre de rattraper dans les plus brefs délais, le retard hérité du passé, d'assurer le développement indépendant de l'économie et obtenir une élévation notable du niveau de vie matériel et culturel de la population. Pour mener à bien cet objectif, il fallait s'appuyer en premier lieu sur la mise en valeur maximale des richesses du sous-sol et du sol, améliorer et réorganiser l'industrie existante tout en enrichissant d'une série de branches et d'établissements nouveaux. Le 1^{er} Congrès insista sur la nécessité absolue de tirer l'agriculture de son état de sous-développement et de mener "lentement mais sûrement" la collectivisation. Il examina et approuva le projet de directives du plan biennal de développement économique et culturel pour les années 49-50 ; la réalisation de ce plan devait préparer les conditions qui permettraient de passer à des plans de développement à plus long terme.

L'effort principal au cours de ce plan biennal porta sur le développement de l'industrie auquel furent alloués 47 % de la totalité des investissements. La première place alla à l'augmentation de la production minière (pétrole, bitume essentiellement), la seconde au développement de l'industrie légère. Ce plan fut réalisé à 91 % tandis que le taux annuel moyen de croissance industrielle se montait à 10,5 % le volume de la production industrielle ayant quadruplé par rapport à 1938. La croissance de la production agricole demeurait pour sa part fort peu élevée (2 à 2,2 %) mais les progrès réalisés permirent cependant une importante baisse des prix de certains produits alimentaires vendus sur le marché d'Etat

Quelques réalisations au terme du plan 1949-1951

- * combinat textile "Staline" de Tirana ;
- * la sucrerie de Maliq ;
- * une centrale hydro-électrique à Selitë.

LE 1^{er} PLAN QUINQUENNAL (1951-1955)

En 1951, le pouvoir albanais considère le moment venu d'adopter le principe d'une planification à long terme à l'image de celle en vigueur en Union soviétique, ce qui fut fait lors du 2^e Congrès du PCA en 1952 (31 mars-7 avril). Le développement de l'industrie demeurait bien sûr la pierre angulaire de la stratégie économique adoptée pour les cinq années à venir, l'accent étant ponctuellement mis sur le développement de l'industrie légère et alimentaire dans le but de résoudre les problèmes les plus urgents, tel la satisfaction des besoins élémentaires de la population en produits alimentaires et en textiles. Bien que le principe selon lequel la production des moyens de production était pour le PTA d'une importance décisive dans le développement de l'industrie et de l'économie nationales, le pays n'était pas en mesure d'assumer un développement simultané de toutes les branches de l'industrie lourde. Les branches alors privilégiées furent les mines, les industries mécaniques et énergétiques, celle des matériaux de construction, tandis que l'outillage et les équipements nécessaires seraient fournis par les pays socialistes au titre des échanges commerciaux et des crédits accordés par ceux-ci à l'Albanie.

En effet, si l'élaboration de ce plan s'appuyait en premier lieu sur les forces propres du pays, sur ses ressources intérieures et les capacités de ses cadres, il se fondait également sur l'aide accordée au premier chef par l'Union soviétique appuyée en cela par les autres pays est-européens.

Les deux principaux obstacles auxquels ce 1^{er} plan quinquennal s'attaqua furent la lenteur du développement de l'agriculture dont la tâche essentielle devait être d'augmenter la production de céréales panifiables, et la pénurie de cadres techniques. A cette fin, on axa l'enseignement supérieur sur la formation d'agronomes et d'ingénieurs en accordant une attention particulière aux régions du Nord.

Les deux premières années du plan se heurtèrent à de nombreuses difficultés, l'élevage déclina et l'écart entre les niveaux de développement de l'industrie et de l'agriculture au lieu de se réduire, selon les prévisions du plan, s'accrochèrent. Le plan avait surestimé la capacité de l'agriculture à fournir une main d'oeuvre supplémentaire à l'industrie et sous-estimé le montant des investissements nécessaires à l'agriculture. S'ajoutèrent à cela des problèmes de sécheresse et d'insuffisance de matériel agricole pour des exploitations aux dimensions désormais de plus en plus grandes.

En mars 1953, on décida d'augmenter l'aide aux campagnes, la répartition des investissements de ce premier plan quinquennal fut revue et la construction de certains ouvrages industriels fut considérée comme prématurée : les investissements retranchés à l'industrie purent alors être transférés à l'agriculture, à la construction de logements et à l'accroissement de la production de certains biens de consommation, etc.

Cet épisode de la planification albanaise montre combien les objectifs planifiés n'ont pas alors été considérés comme quelque chose de "sacro-saint", d'intangible, et que face à des événements imprévisibles, voire à des erreurs commises dans l'élaboration des directives quinquennales, il peut s'avérer nécessaire de réviser certains objectifs, de revoir certaines priorités. On assista alors à un redressement des résultats économiques en 1954-1955, le système de rationnement put être partiellement aboli au terme du quinquennat et l'analphabétisme liquidé dans l'ensemble de la population âgée de moins de 40 ans.

Principales réalisations du 1^{er} quinquennat :

- * le combinat de bois "Nako Spiru" à Elbasan ;
- * la centrale hydro-électrique Lénine ;
- * une fabrique de ciments à Vlora ;
- * une fabrique de tabacs à Shkodër ;
- * deux fabriques de coton à Fieri et Rogozhinë.

LE SECOND PLAN QUINQUENNAL (1956-1960)

Une fois mené à son terme, ce plan devait marquer l'achèvement de la construction de la base économique du socialisme. L'Albanie se trouvait mieux armée pour concentrer ses efforts sur le développement de l'industrie lourde et le secteur industriel devait en effet réaliser un formidable bond en avant, durant cette période, pour en 1960 participer pour 57,1 % à la production agricole et industrielle du pays contre 9,8 % en 1938. La production de chrome augmenta spectaculairement. Ce fut aussi l'époque d'une très fructueuse coopération avec l'Union soviétique dont l'aide permit une amélioration sensible de l'infrastructure industrielle albanaise. Un projet de planification à long terme devait même être établi par des experts albanais et soviétiques, qui mettait l'accent, pour les 10/15 années à venir, sur l'amélioration de l'agriculture afin d'assurer au pays un développement économique équilibré. La priorité de ce 2^e plan quinquennal pour parfaire la construction de la base économique du socialisme dans tout le pays, fut l'extension et l'achèvement de la collectivisation de l'agriculture à commencer par les zones de plaine puis par celles des collines. En décembre 1956, on constatait que le nombre de coopératives avait doublé en moins d'une année. Parallèlement à cette collectivisation, l'Etat dut développer la mécanisation, accroître la superficie des terres et apporter un appui matériel et financier croissant aux coopératives agricoles.

C'est en 1958 que l'on assista aux premiers départs de nombreux cadres du parti et spécialistes agricoles, employés jusque-là dans l'administration d'Etat, pour les campagnes afin d'y travailler dans les coopératives agricoles et d'y persuader les paysans du bien-fondé de la collectivisation. En 1960, le secteur socialiste était devenu prépondérant dans l'agriculture : il assurait 50 % de la production de céréales panifiables, 75 % de celle du coton et 90 % de celle de la betterave sucrière : le fait que les surfaces collectivisées portent alors sur 87 % des terres cultivées, allait avoir des répercussions importantes sur les rapports économiques et sociaux des campagnes. Il fut parfois nécessaire de freiner certaines unions de coopératives car, en dépit de l'enthousiasme ambiant pour cette forme de socialisation, le matériel agricole et l'infrastructure en général n'étaient pas encore en mesure de satisfaire aux besoins de tels regroupements. Cette collectivisation exigea aussi une amélioration des conditions de vie matérielles dans les campagnes où furent construites 2 500 écoles supplémentaires, 1 300 maisons de la culture et quelque 30 000 nouvelles habitations. La réalisation de ce 2^e plan fut donc rondement menée puisque dès octobre 1957 le système du rationnement était totalement supprimé et une baisse de prix de certaines marchandises pouvait à nouveau avoir lieu. Cette fois, c'est à une augmentation des objectifs initialement prévus que l'on procéda tout en insistant sur la nécessité d'améliorer la qualité de la production. Pour se faire, la rémunération du travail devait être étroitement liée à la qualité du travail fourni et l'on se livra dans ce but à une révision des normes de travail et à une nouvelle classification des ouvriers. En 1960, une personne sur 5 allait à l'école et la durée moyenne de vie atteignait 62 ans.

Principales réalisations du 2^e plan :

- * la centrale hydro-électrique Karl Marx sur la rivière Mati (capacité : 120 millions de kWh par an) ;
- * la raffinerie de pétrole de Cerrik (capacité : 150 000 tonnes par an) ;
- * de nombreux édifices et bâtiments socio-culturels (Université de Tirana, stade sportif Dinamo de Tirana, chaîne d'hôtels à Durres, des hôpitaux, des théâtres et cinémas à Berat, Lushnjë, Korçë et Shkodër).

LE TROISIEME PLAN QUINQUENNAL (1961-1965)

L'Albanie entrait dans une nouvelle phase historique de son développement ("l'édification intégrale de la société socialiste") à une époque où la rupture avec l'Union soviétique allait causer un grave préjudice à son économie.

Pour la première fois depuis les débuts de la planification, la production agricole se vit assigner un taux de croissance plus élevé que celui de l'industrie et ce après que sa production ait doublé en 1961 par rapport à 1938. Ce 3^e plan devait marquer les premiers pas de l'agriculture albanaise dans la voie de l'intensification, ce qui fut l'objet du plénum du CC d'octobre 1962 ; mais le blocus économique orchestré par Moscou devait cependant empêcher de mener à bien les tâches assignées dans le domaine de la mécanisation de l'agriculture ; les réalisations de ce plan allaient en fait être sérieusement altérées par la soudaine brutalité avec laquelle les Soviétiques retirèrent leurs conseillers et suspendirent leurs livraisons de céréales et de machines. Le 3^e plan quinquennal n'avait-il pas été initialement élaboré en fonction aussi de l'aide que les pays socialistes avec en tête l'Union soviétique, devaient fournir à l'Albanie en vertu d'accords conclus ou en cours de conclusion ?

Les dirigeants albanais ont d'ailleurs toujours reconnu que la période 1961-1965 constitue la période la plus sombre de leur histoire contemporaine depuis 1944. De nombreux projets d'investissements se virent remis à plus tard comme le combinat textile de Fier. Mais on note pourtant durant ces cinq années, l'entrée en service :

- * d'unités métallurgiques à Elbasan et à Gjegjan ;
- * d'une usine d'enrichissement du cuivre à Rubik ;
- * d'une fabrique de soude à Vlora ;
- * de plusieurs usines à papier ;
- * de très nombreux établissements scolaires, hôpitaux, maternités, centres de vacance, tandis que la superficie des terres arables était sensiblement augmentée.

En 1965, la gratuité de l'assistance médicale était étendue à toute la population, y compris la paysannerie.

N'était-ce pas en outre un signe précurseur de la tension qui allait s'accroître entre l'Albanie et l'Union soviétique que le fait d'organiser en 1961 une vaste campagne d'"économies", qui appelait à utiliser avec plus de parcimonie les ressources, les forces et les moyens financiers intérieurs ; cette campagne devait d'ailleurs permettre de diminuer les coûts de production, de supprimer les investissements superflus et de réaliser ainsi une économie égale à 6 % du montant du budget de l'Etat. On demanda en outre aux planificateurs albanais d'améliorer le calcul de la rentabilité économique des nouveaux établissements et projets, sans toutefois ignorer ou sous-estimer pour autant leur portée et leur signification politiques. Il faut noter également qu'en 1963 le problème de la disparité des niveaux de vie entre la campagne et la ville fut abordé avec plus d'insistance encore qu'à l'accoutumée.

En résumé, la réalisation de ce 3^e plan fut difficile, mais aussi très révélatrice du degré de mobilisation idéologique et politique que le blocus soviétique n'avait pas manqué de susciter au sein de la population : cette forte mobilisation de la classe ouvrière comme de la paysannerie permit de réaliser une grande partie des objectifs planifiés, à l'exception notable de ceux relatifs au niveau de vie. Quant aux crédits alloués par la Chine à partir de 1964, ils aidèrent à mener à bien certains projets sans pour autant permettre de rattraper les retards.

LE 4^e PLAN QUINQUENNAL (1966-1970)

C'est à nouveau sur le développement de l'industrie lourde de traitement et de transformation que l'accent allait être mis et l'entrée en service de nouvelles unités industrielles devait permettre d'améliorer sensiblement la capacité d'enrichissement et de traitement de certains minerais dont l'exportation devait représenter une source appréciable et croissante de revenus. On note dès lors le souci de diminuer, autant que faire se peut, les importations de certains biens manufacturés que le pays se considère désormais en mesure de produire et, parallèlement, on enregistre de notables efforts pour accroître les exportations de produits finis et semi-finis.

Le pays allait pour la première fois produire des métaux laminés, des engrais azotés et phosphatés, des ampoules et de nombreux autres articles de consommation courante. Asseoir l'économie "sur ses deux jambes" (l'industrie et l'agriculture) demeurait au coeur de la stratégie économique et si le mot d'ordre lancé dans l'agriculture fut de "s'attaquer aux collines et aux montagnes pour les embellir et les rendre aussi fertiles que les plaines", l'accent était également mis sur la nécessité d'augmenter les rendements.

Le 5^e Congrès du PTA dénonça, à l'énoncé du plan quinquennal, l'abandon par les pays est-européens de la direction centralisée de l'économie "pour une décentralisation anarchique donnant libre cours à l'action des lois du capitalisme...", réaffirmant par là-même sa volonté de poursuivre une direction centralisée de l'économie aux termes d'un plan d'Etat général et unifié, en insistant parallèlement sur la nécessité que cette direction demeure "profondément démocratique et coordonnée avec la large participation organisée et directe des masses".

La réalisation de ce plan quinquennal, compte tenu du climat idéologique et politique régnant qui fut celui d'un mouvement de révolutionnarisation dans plusieurs domaines importants de la vie du pays, constitua en fait un test de l'efficacité de la mobilisation que ce mouvement était censé susciter. L'année 1969 vit la suppression des impôts directs pour le citoyen albanais et l'année 1970 la réalisation de l'électrification complète et intégrale du pays : cet acquis eut un impact psychologique très important auprès de la population qu'à peine 30 années séparaient du sous-développement et de la misère.

Ce plan quinquennal vit aussi l'instauration du contrôle ouvrier, en 1968, qui visait à encourager l'esprit d'initiative de la classe ouvrière et à donner à celle-ci tous les moyens nécessaires pour intervenir dans la gestion de leur entreprise, tandis que les entreprises d'Etat et les coopératives agricoles voyaient leurs compétences élargies, sans que fut pour autant affecté le principe de la direction centralisée de l'économie.

Il convient au terme de cette période de souligner l'important changement survenu en trente années de pouvoir populaire dans la composition sociale de la population (voir tableau 1 ci-dessous).

Tab. 1 — COMPOSITION SOCIALE DE LA POPULATION (en %)

	1950	1960	1969	1973
Employés	10,1	11,3	11,3	14,4
Ouvriers	11,2	29,1	32,9	36,2
Paysans	74,3	58,7	55,7	49,4
sect. coop.	1,7	41,6	55,4	49,4
sect. privé	72,6	17,1	0,3	—
Commerçants	4,4	0,9	0,1	—

L'augmentation de 25 points en 23 ans (soit 36,2 % en 1973, contre 11,2 % en 1950) de la place occupée par la classe ouvrière dans l'ensemble de la population est très révélatrice de la rapidité avec laquelle l'industrialisation du pays a été menée. L'approfondissement de la révolution technique et scientifique (RTS) fut mis également à l'ordre du jour durant cette période, s'agissant désormais de dépasser dans l'ensemble de la vie économique un stade et une conception de la recherche par trop artisanaux et de "libérer les travailleurs du complexe d'infériorité vis-à-vis de la technique", sans jamais pour autant considérer cette révolution technique et scientifique comme une panacée universelle ainsi que la propagande des pays capitalistes cherchait à le faire croire. La question de la mécanisation fut considérée en Albanie comme le maillon principal de cette révolution scientifique et technique, tandis que l'industrie devait désormais être en mesure de produire l'ensemble des pièces de rechange nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement de l'appareil de production.

Le 4^e plan quinquennal fut réalisé "en quatre ans et sept mois" et le taux de croissance annuel moyen de la production industrielle fut de 12,9 % contre 8,7 % prévus initialement. Ce furent les industries chimique, mécanique, électrique et celle des matériaux de construction qui enregistrèrent les augmentations les plus sensibles. Enfin, on ne relevait en 1971 aucune hausse de prix ni signe d'inflation, alors que déjà dans bien des pays voisins le spectre de la crise commençait à se profiler.

LE 5^e PLAN QUINQUENNAL (1971-1975)

"L'élévation du degré d'autonomie de l'économie, la consolidation du régime socialiste, le relèvement du niveau de vie en atténuant les disparités villes/campagnes et le renforcement de la capacité de défense du pays" : telles furent les grandes lignes de ce programme quinquennal qui ne laissent aucun doute sur la volonté des autorités albanaises de se prémunir contre tout imprévu et de sauvegarder la souveraineté nationale et l'indépendance économique du pays. Les premiers signes d'un désaccord entre d'une part le gouvernement et le Parti communiste chinois et, d'autre part, le PTA et le gouvernement albanais incitaient manifestement ces derniers à une extrême prudence. L'accent continua d'être mis comme pour le quinquennat précédent sur l'amélioration de la capacité d'enrichissement des minerais, mais aussi sur la mise sur pied d'une industrie sidérurgique à la hauteur des besoins du pays. Ce 5^e plan devait être marqué par la mise en oeuvre de trois grands ouvrages qui figureraient parmi les plus importants réalisés dans toute l'histoire de l'Albanie. Il s'agissait :

* du combinat métallurgique d'Elbasan, en Albanie centrale, destiné à produire 800 000 tonnes de ferronickel par an, soit le double de la production nationale de 1973 ;

* de la centrale hydro-électrique de Fierzë, sur le Drin en Albanie du Nord (capacité : 1,5 milliards de kWh par an, soit l'équivalent de l'énergie électrique produite en Albanie en 1973) ;

* de la raffinerie de pétrole de Ballsh, au Sud-Ouest du pays, avec une capacité annuelle de 1 million de tonnes de pétrole (1 624 000 tonnes de pétrole étaient jusqu'à présent raffinées chaque année dans tout le pays.

La réalisation de ces projets gigantesques devait dans un avenir proche accélérer très sensiblement la construction de la base matérielle du socialisme en Albanie, être à l'origine d'une vaste mobilisation de la classe ouvrière et permettre de consacrer l'Albanie comme un pays en voie de modernisation constante et définitivement sorti du sous-développement dans lequel nombre d'écrivains publiés à l'étranger veulent la maintenir.

Un laboratoire de recherche nucléaire fut également installé à Tirana, un premier centre de calcul informatique vit le jour dans la capitale en 1971, la première station de télévision fut mise en place et enfin, un système de télécommunications s'étendit en 1973 à l'ensemble du pays.

La principale avancée dans le domaine agricole fut en 1972 la création dans les zones de plaines, des coopératives de type supérieur où, à la différence des coopératives de type simple, s'appliqueraient certaines formes d'organisation, de direction et de rémunération apparentées à celles pratiquées dans le secteur des fermes d'Etat. Bien qu'occupant 23 % des terres cultivées par l'ensemble du secteur coopératif, ces coopératives fournissaient, quatre années après leur création, 25 % de la production céréalière, 40 % du tournesol, 50 % du riz et du coton. En 1976, le rendement moyen à l'hectare était de 27 quintaux de céréales (33 dans les plaines) contre 7,4 en 1960. Enfin, un très gros effort allait être fait pour améliorer le réseau sanitaire : en 1975, on comptait un médecin pour 870 habitants contre 1800 en 1970 et la durée moyenne de vie atteignit 68 ans tandis qu'un Albanais sur trois était scolarisé.

Le 5^e plan quinquennal ne fut pourtant pas totalement mené à bien à la suite des importants retards avec lesquels la Chine envoya à l'Albanie les machines, les biens d'équipements et autres matériels pourtant promis de longue date et qui étaient destinés en priorité aux trois grands ouvrages entamés lors de ce quinquennat.

Les tableaux qui suivent sont très révélateurs de l'avancée continue de la croissance industrielle albanaise en dépit d'un tassement des taux d'accroissement au fil des plans quinquennaux ; cette décélération est au demeurant caractéristique d'un pays tendant progressivement à entrer dans une phase de croissance intensive, ce qui devait être l'objectif de l'Albanie à partir des années 70.

Cependant, le tableau 2 permet également de constater combien certaines productions industrielles (comme le chrome et le charbon) ont pâti des difficultés économiques nées de la rupture avec l'Union soviétique (période 61-65) et de manière moins perceptible, car trop prématuré, de celle avec la Chine (période 71-75 mais surtout 76-80).

Tab. 2 — RYTHMES MOYENS ANNUELS D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PAR BRANCHES (en %)

	1951/1955	1956/1960	1961/1965	1966/1970	1971/1975
Prod. industr. globale	22,6	16,9	6,8	12,9	8,7
Groupe A	19,9	18,0	7,1	15,8	9,5
Groupe B	24,6	16,1	6,5	9,6	7,7
Charbon	36,5	7,8	6,2	11,9	6,1
Chrome	18,5	19,1	1,4	9,3	13,3
Cuivre	3,2	13,8	38,7	25,1	6,1
Ferronickel	—	—	8,8	22,7	0,6
Energie électr.	37,5	19,5	10,9	21,3	10,0
Ind. mécanique	18,4	19,0	16,1	25,7	16,7
Ind. chimique	64,5	28,5	19,3	47,6	8,0
Ind. légère	50,1	17,0	6,4	11,5	6,2
Ind. aliment.	14,9	15,4	6,1	5,8	8,5

Le tableau 3 illustre la priorité accordée en matière d'investissements à l'industrie à qui il fut alloué un montant d'investissements de 2 à 6 fois supérieur à ceux accordés à l'agriculture.

Tab. 3 — REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR QUINQUENNAT ET PAR BRANCHE (en %)

	1951/1955	1956/1960	1961/1965	1966/1970	1971/1975	1976/1980	1981/1985
Industrie	52	44	49	46,6	65,7	42,2	45,6
Agriculture	12	18	15	16,0	11,7	25,3	28,7
Transport et Télécom.	13	13	11	11,4	5,7	6,5	6,0
Autres sect.	8	8	8	6,9	4,9	2,7	3,2
Invest. non prod.	15	17	17	19,1	12,0	23,3	16,5

LE 6^e PLAN QUINQUENNAL (1976-1980)

Le renforcement sous tous ses aspects de l'indépendance économique du pays est la caractéristique essentielle de ce plan que le VII^e Congrès du PTA approuva, non sans insister à plusieurs reprises sur l'aggravation de plusieurs facteurs extérieurs (crise économique dans le monde capitaliste, apparition du révisionnisme chinois au grand jour, brutal abandon de plusieurs ouvrages en cours par les techniciens et conseillers chinois...). Le volume global de la production industrielle prévu pour ce quinquennat devait être supérieur au total de la production des vingt années écoulées (1951-1970), l'industrie du ferronickel, les industries électrique et chimique devaient connaître l'essor le plus marqué et l'industrie nationale satisfaire environ 95 % des besoins du pays en pièces de rechange. Un pourcentage jamais atteint jusqu'alors devait être affecté au fonds d'accumulation : 35 % du produit social total. Dans le cadre du principe de l'appui sur ses propres forces, mot d'ordre qui devait être appliqué à la lettre dès 1976 (aucun crédit, ni aide n'étant désormais accepté de quiconque), la satisfaction dès la première année du 6^e plan des besoins de toute la population en céréales panifiables représenta une victoire qualifiée d'historique. La liste des réalisations et unités de production mises en exploitation est relativement éloquentes et illustre combien, pour la deuxième fois, la population albanaise mettait un point d'honneur à se mobiliser davantage encore face à l'adversité extérieure :

- * plusieurs ateliers de l'usine de tracteurs Enver Hoxha à Tirana ;
- * la papeterie de Lezhë ;
- * la mine de houille de Valias ;
- * l'usine de ferrochrome de Burrel ;
- * l'usine pyrométallurgique de Laç ;
- * la voie ferrée Prenjas-Guri i Kuq ; sans compter l'accomplissement d'une grande partie des travaux concernant les trois grands ouvrages commencés lors du précédent quinquennat.

Ces nouvelles réalisations devaient notamment permettre de dégager une plus grande masse de produits à un moment où le commerce extérieur devait opérer une véritable reconversion, la part de la Chine dans les échanges extérieurs albanais passant brusquement de 40 % à 0 %. Le tableau 4 où figurent les objectifs des trois derniers plans quinquennaux ne permet guère d'évaluer dans quelle mesure les réalisations du plan 1976-1980 portent les traces de la rupture avec la Chine.

Tab. 4 — INDICATEURS DE LA CROISSANCE ALBANAISE (variations annuelles en %)

	1971/1975		1975/1980		1981/1985	
	Plan	Réalisations	Plan	Réalisations	Directives	Plan
Produit social	---	---	---	4,5	5,7-6,0	6,0-6,3
Production nationale nette	9,2-9,9	6,7	6,7-7,0	---	5,9-6,2	6,2-6,5
Revenu réel par habitant	2,7-3,2	2,8	2,1-2,7	---	1,6-2,0	1,6-1,9
Production industrielle globale	10,0-10,7	8,7	7,1-7,6	6,1	6,0-6,4	6,3-6,7
- Moyens de production A	12,6*	9,4	9,9	8,6	---	6,7-7,0
- Biens de consommation B	7,3*	7,8	4,4-4,6	---	---	5,9-6,2
Production agricole globale	10,5-11,1	5,9	6,7-7,1	3,9	5,6-5,9 (1)	5,4-5,8 (1)
Productivité du travail	---	2,7	1,9-2,0	---	2,3-2,5	2,3-2,7
- dans l'industrie.	---	3,9	2,8-3,2	---	2,5-2,8	2,5-2,8
- dans les constructions	---	5,0*	2,3-2,5	---	2,7-3,0	2,7-3,0
Investissements	10,4	8,9	6,2-6,7	---	4,2-4,6 (1)	4,1-4,4 (1)
Ventes au détail	6,3-6,8	6,2	4,1-4,6	3,7	4,1-4,4	4,1-4,4
Exportations	---	---	4,2-4,7	5,9	9,3-9,6	9,6-9,9
Transports	---	7,7	5,4-5,7	---	6,3-6,7	6,0-6,3

(1) En % par rapport à la moyenne annuelle du quinquennat précédent.

* Estimations.

Sources : Zëri i Popullit, 10/11/1981 —. Summary of World Broadcasts, 23/06/1981, EE/6756.

Mais les orateurs au VIII^e Congrès du PTA ne manquèrent pas de "nuancer" les succès enregistrés. Enver Hoxha parla de "l'inexécution de certaines tâches du plan quinquennal, notamment dans les investissements et les constructions, dans la production agricole, et en ce qui concerne aussi certains produits industriels et la productivité du travail".

Les dirigeants albanais ont d'ailleurs souligné que les années 1979 et 1980 étaient meilleures par rapport aux trois années antérieures, où les répercussions de l'arrêt de l'assistance financière et technique chinoise furent plus durement ressenties.

LE 7^e PLAN QUINQUENNAL (1981-1985)

Sous l'intitulé "Directives du VIII^e Congrès du PTA relatives au 7^e plan (1981-1985) de développement économique et culturel de la RPS d'Albanie" le plan a été adopté le 6 novembre 1981 après avoir été, depuis juin 1981, date de son approbation par le X^e plénum du CC du PTA, discuté et corrigé au niveau des différentes instances du pays.

Le document publié comporte deux parties d'inégale importance, la première — et la plus courte — étant consacrée aux résultats du 6^e plan, la seconde présente par domaine économique les orientations et les objectifs du quinquennat en cours dont la première année s'achevait déjà. Elle est précédée d'un énoncé des lignes directrices et d'une énumération des fourchettes d'accroissement pour les principaux indices. Quatre de ces chapitres sont nouveaux et traduisent l'attention croissante que les planificateurs portent aux domaines qu'ils recouvrent (chapitres 5, 8, 9 et 10) :

- 1 - Développement de l'industrie
- 2 - Développement de l'agriculture
- 3 - Accumulation, investissements et constructions de base
- 4 - Développement des transports et télécommunications
- 5 - Développement du commerce extérieur
- 6 - Augmentation de la productivité
- 7 - Augmentation du niveau culturel et du bien-être matériel des travailleurs
- 8 - Développement du travail scientifique et application au domaine de la production des sciences et techniques nouvelles
- 9 - Augmentation des ressources financières grâce au renforcement des mesures d'économie
- 10 - Perfectionnement des rapports socialistes de production

On note (voir tableau 4) un tassement des taux de croissance économique par rapport au quinquennat précédent, mais, en dépit de la décélération progressive des taux de croissance depuis 1975, le développement albanais affiche encore une croissance relativement forte.

La révolution technique et scientifique est plus que jamais à l'ordre du jour : Le leitmotiv du 7^e plan, "premier plan sans aides, ni crédits extérieurs" est désormais au coeur des discours et documents albanais. Ce principe conditionnera désormais l'intégralité de la stratégie économique. Le 7^e plan doit "assurer le progrès généralisé des sciences et apporter aux problèmes économiques et sociaux des solutions faisant appel à une technologie avancée". Longuement soulignée et développée au 8^e plénum du CC du PTA, les 24 et 25 juin 1980, cette évolution se révèle être une nécessité absolue pour l'économie albanaise, la condition sine qua non pour "amorcer un développement économique de type intensif". C'est le Comité Supérieur des Sciences nouvellement créé avec rang de ministère qui a pour mission d'y veiller.

L'industrie : un développement tous azimuts

Dans la ligne de la politique d'autosuffisance, le développement de l'industrie pour 1981-1985 passe par le renforcement des secteurs existants et la création d'industries nouvelles. Les efforts devront plus particulièrement porter sur l'extraction et le raffinage des produits pétroliers, les industries minières, l'électricité, la sidérurgie, la métallurgie et les industries mécaniques, mais la production de biens de consommation courants sera elle aussi développée, "en fonction des besoins de la population et des exigences de l'économie".

Les objectifs fixés par les directives quinquennales répondent en fait à trois préoccupations essentielles :

- * mieux utiliser les moyens de production ;
- * développer la fabrication des biens de production ;
- * accroître la production pour l'exportation.

Mais la croissance des biens de production doit l'emporter sur celle des biens de consommation avec respectivement en 1985, 38-40 % et 33-35 % de plus qu'en 1980.

La capacité d'enrichissement des minerais devrait substantiellement augmenter, atteignant d'ici 1985 50 %, 78 % et 43 % pour le minerai de chrome, de cuivre et ferronickel extraits. Les usines d'enrichissement seront agrandies et six nouvelles construites. On retrouve bien sûr, ici comme partout ailleurs, l'accent mis sur le "progrès scientifique et technique" qui doit permettre d'automatiser davantage les circuits de traitement, d'obtenir une meilleure qualité des produits et une gamme plus diversifiée.

Dans le secteur des constructions mécaniques, les principaux efforts avaient jusqu'à présent porté sur la production de pièces de rechange pour entretenir les équipements et machines d'origine soviétique et chinoise. Ce secteur qui durant le 6^e quinquennat s'était particulièrement bien comporté (+57,7 % entre 1976 et 1980 soit 17 % supérieur à l'objectif) fournit aujourd'hui 95 % des pièces détachées nécessaires à l'industrie et à l'agriculture. Désormais, l'industrie mécanique doit "faire les premiers pas importants pour se convertir en une industrie de production d'équipements et de moyens de production". En 1981-1985, la production de machines et d'équipements doit augmenter de 56-58 % par rapport à 1980 alors que pour l'industrie mécanique, le taux est de 38-40 %. Les efforts dans ce domaine, porteront sur une plus grande spécialisation dans la production. Le développement de machines et d'équipements passe inévitablement par un recours aux technologies et à certains matériels étrangers en contrepartie desquels l'Albanie devra accroître les exportations.

Davantage de pétrole pour l'exportation

Une place importante revient aux minerais tels que le minerai de chrome, de cuivre et de ferronickel dont l'extraction devrait s'accroître d'ici 1985, respectivement de 29 %, de 53 % et 150 % environ. La production de phosphorites, de quartz de marbre,... augmentera et l'Albanie devrait exporter de nouveaux minerais tels que les magnésites et les bauxites.

"L'extension et le renforcement de la base énergétique" du pays constitue la priorité des priorités dans le programme industriel. Au seuil de 7^e plan, la production énergétique est suffisante pour couvrir la demande intérieure mais aussi pour des exportations. En 1985, les produits énergétiques représenteront environ 43 % du volume global des exportations. L'accroissement de la production de pétrole doit être de 56 à 58 % en cinq ans, ce qui est très élevé par rapport au 6^e plan (11 %) Parallèlement, on développera une politique de strictes économies sur le marché intérieur. Le charbon, dont la production d'ici 1985 doit progresser de 48 % devra se substituer en partie au pétrole actuellement utilisé. Pour continuer d'assurer l'indépendance énergétique du pays, l'Albanie compte essentiellement sur la mise en valeur de son potentiel hydro-électrique, qui assure 80 % de ses besoins en électricité. Après la centrale de Fierzë, terminée en 1980, en dépit du sabotage des experts chinois, le chantier de la quatrième centrale sur le Drin, à Koman, se poursuivra durant le 7^e quinquennat. La production d'électricité augmentera de 15 % en cinq ans, cet accroissement allant de pair avec l'industrialisation du pays et le développement de grandes branches consommatrices d'électricité, comme l'industrie chimique, considérée par les Albanais comme nettement rentable pour l'exportation.

Une meilleure rentabilité des investissements

A voir les objectifs assignés à l'industrie, le 7^e plan a, d'une certaine manière, mérité le qualificatif de "grandiose" que les planificateurs albanais lui attribuent. Les investissements du pays croîtront de 23 à 25 % pour les cinq années du quinquennat prises ensemble, soit un taux moins élevé que celui du 6^e plan. L'augmentation de la productivité permettra d'assurer dans le 7^e plan 45 à 50 % de l'accroissement de la production industrielle et 45 à 48 % dans les constructions et montages et découlera du renforcement des mesures d'économie grâce à une meilleure "attitude socialiste" des travailleurs envers la propriété sociale, grâce à la réorganisation de certains secteurs comme celui des matières plastiques ou des huiles lubrifiantes.

L'agriculture : une mobilisation totale des forces

Le rythme moyen de l'accroissement annuel de la production agricole est fixé à 5,4-5,8 % contre 6,7-7,1 % dans le 6^e plan : un accroissement nettement élevé si on le compare à l'accroissement moyen annuel obtenu sur la période 1976-1980 (3,9 %). L'Albanie doit augmenter ses rendements, qui doivent à 90 % assurer l'augmentation de la production fixée à 31-33 %.

En tête viennent les céréales panifiables qui doivent augmenter de 20 % en cinq ans.

Par-delà le principe d'autosuffisance en vigueur dans ce domaine comme dans les autres, l'agriculture participe pour 30 % environ aux exportations du pays (tabac, agrumes, fruits,...).

Dans l'élevage, la production animale augmentera de 25 % (soit 4,6 % par an). L'amélioration des rendements constitue aussi l'une des tâches prioritaires. L'Albanie s'achemine vers la construction d'importants complexes industriels d'élevage, pour la viande et le lait qui en 1985 devraient assurer 25 % de la production. Il en va de même pour l'élevage des volailles qui sera de plus en plus concentré dans des fermes d'une capacité de 10 à 25 millions d'oeufs chacune.

La création de ces complexes représente un nouveau pas vers un élevage intensif, sans que soit pour autant limité l'élevage traditionnel. Cela exigera des progrès importants dans l'alimentation du bétail ; à cet effet, les rendements des cultures fourragères devraient doubler d'ici 1985. Cette évolution de l'élevage doit permettre d'accroître la production de lait, de viande, d'oeufs et de laine. Les initiatives visant à regrouper le bétail des lopins individuels étaient vivement encouragées dès 1980.

Le commerce extérieur : "vendre d'abord, acheter ensuite"

L'augmentation des échanges et l'extension des capacités d'exportation ont caractérisé sans conteste les trois dernières années du 6^e plan : 33 % d'accroissement de 1976 à 1980, contre 23-26 % escomptés. Cette tendance doit se maintenir puisque le plan prévoit un accroissement de 58-60 % à l'exportation et de 56-58 % à l'importation ; ceci devrait permettre de conserver une balance commerciale excédentaire et d'accroître les réserves en devises du pays.

La politique en matière d'échanges continue à être rigoureuse et les importations se font à la hauteur des recettes à l'exportation. Aucun bien d'équipement pouvant être fabriqué dans le pays ne devra être acheté à l'étranger, aucune machine ne sera importée sans qu'il n'ait été vérifié au préalable que les équipements existants sont utilisés à plein rendement.

La part des produits semi-finis et finis exportés représente actuellement 70 % de l'ensemble des exportations. Si l'Albanie veut exporter moins de matières premières et de produits non transformés — tels que le chrome, tête de liste des exportations — et plus de produits semi-finis et finis — tels que les minerais enrichis et les produits pétrochimiques — cela suppose des importations d'équipements.

Depuis 1978, date effective de la rupture avec la Chine, l'Albanie a été contrainte en un temps record de trouver d'autres partenaires commerciaux ; cette réorientation s'est traduite par un accroissement de la masse de ses échanges avec tous les pays occidentaux dans un premier temps puis avec les pays de l'Est par la suite, à l'exception de l'Union soviétique.

C'est ainsi que depuis 1978, chacun de ces groupes de pays représente environ 40 % du commerce, les 20 % restants se feraient donc avec la Yougoslavie. L'Albanie entretient des rapports commerciaux avec 54 pays et à des échanges véritables avec une douzaine d'entre eux.

Le système économique socialiste a permis à l'Albanie de se préserver des effets de la crise économique internationale. Ni inflation, ni hausse des prix ne sont venues dégrader le niveau de vie d'une population dont certains considèrent les habitudes de vie pour le moins Spartiates mais qui a su, en quarante années de pouvoir populaire, montrer des capacités de mobilisation sans cesse renouvelées.

L'Albanie exécute actuellement le 7^e plan quinquennal avec des atouts certains (indépendance énergétique, autosuffisance alimentaire, richesse en matières premières...) et les difficultés causées par la rupture avec la Chine sont aujourd'hui surmontées.

N'y avait-il pas meilleur plaidoyer pour démontrer l'efficacité d'une direction centralisée et planifiée de l'économie que cet exposé chronologique, mais à l'évidence non exhaustif, des formidables acquis économiques remportés par la classe ouvrière et la paysannerie albanaises.

Tab. 5 — REPARTITION DU REVENU NATIONAL SELON LES BRANCHES DE L'ECONOMIE NATIONALE (en %)

	1938	1950	1960	1970	1978
INDUSTRIE	3,8	11,0	32,7	42,4	45,4
AGRICULTURE	93,1	76,3	44,4	34,5	37,9
CONSTRUCTION	0,8	4,6	10,9	10,2	7,2
TRANSPORTS	2,3	8,1	12,0	12,9	9,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

Histoire du Parti du Travail d'Albanie, 2^e édition, 8 Nëntori, 1982, 664 p.

PRIFTI Peter R., *Socialist Albania since 1944 : domestic and foreign developments*, The M.I.T. Press, Cambridge, 1978, 311 p.

35 années d'Albanie socialiste, 8 Nëntori, 1981, 139 p.

Méthodologie de la planification : aperçu et tendances

par Patrick BOBULESCO et Jean-Louis FAVRE

La pratique de l'édification d'une société socialiste est inséparable en Albanie de l'expérience de planification menée par le Parti du Travail. Sur la base du plan unique et général de l'Etat, la République Populaire Socialiste d'Albanie connaît depuis l'instauration du pouvoir populaire, il y a quarante ans, des rythmes de développement économique et social rapides et stables, qui ont transformé ce pays jadis profondément arriéré et purement agricole, en un pays dynamique doté d'une agriculture et d'une industrie aux branches multiples en constante modernisation, tirant leurs ressources d'une utilisation rationnelle de toutes les richesses intérieures, du travail du peuple albanais et des produits de son sol et de son sous-sol.

Dès le début, le PTA a conçu la direction de l'économie socialiste et la réalisation de son programme d'édification socialiste du pays en liaison avec l'application d'un plan unique d'Etat, fondé sur les principes du marxisme-léninisme tels qu'ils ont été élaborés par Marx et Engels, puis en Union Soviétique par Lénine et Staline. La libération du pays de l'occupation fasciste et nazie, le renversement des anciennes classes dominantes et l'instauration du pouvoir politique de la classe ouvrière constituèrent la première condition indispensable à la réalisation du programme des communistes albanais conduits par Enver Hoxha.

Dans le domaine politique, la tâche principale après la Libération revint à assurer la sauvegarde du pouvoir populaire et le renforcement de la dictature du prolétariat. Dans le domaine économique, les premières mesures furent d'annuler tous les anciens traités et de supprimer l'ancienne base économique, en décidant en particulier l'étatisation des moyens de production, nécessaire pour édifier une nouvelle base économique et sociale.

L'étatisation de l'industrie, élément essentiel de l'établissement de la propriété sociale socialiste des moyens de production fut aussitôt préparée par l'établissement dès le 15 décembre 1944 du contrôle de l'Etat sur la production et la répartition des produits industriels. Ce contrôle plaçait de fait les entreprises albanaises sous le contrôle de la classe ouvrière.

L'étatisation des biens industriels s'accéléra après la tenue du V^e plénum du PCA, tenu en février 1945. A la fin de l'année 1947, le secteur socialiste représentait déjà 87 % de la production industrielle. Le 22 mars 1947, un décret-loi établissait que les entreprises étatisées devaient fonctionner selon le principe du Hozrashot (gestion équilibrée), appliqué en Union soviétique. Le 29 août 1945 était votée la loi sur la réforme agraire, qui jeta les prémises de la collectivisation de l'agriculture et décida de l'étatisation d'une partie des terres qui servirent à créer les premières entreprises agricoles d'Etat.

Dans le domaine des finances, l'Etat put concentrer entre ses mains l'ensemble du système du crédit par l'étatisation au début de 1945 des banques existantes, créant par cette mesure la base de la planification du crédit et de la circulation monétaire.

En 1946, le processus est complété par la nationalisation des moyens de transport, puis par l'établissement du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur et la socialisation du commerce de gros intérieur.

Sur cette base, dès 1947, put être élaboré le premier plan unique d'Etat. Dès lors, la planification suivit pas à pas les progrès de la socialisation des moyens de production :

- dans la première phase, celle où s'établit la propriété sociale des moyens de production et quand celle-ci ne domine pas encore dans l'économie, la planification n'a qu'un aspect partiel ;
- dans la phase suivante, la propriété sociale des moyens de production se généralise et celle-ci devient presque dominante, notamment dans l'industrie. L'économie populaire commence alors à se développer selon un plan d'Etat unique ;
- dans la troisième phase, enfin, la propriété sociale des moyens de production domine totalement dans l'ensemble de l'économie, la base économique du socialisme s'édifie et les rapports socialistes de production s'établissent à la ville comme à la campagne. La planification peut alors devenir globale et refléter ainsi toute l'activité économique et sociale du pays.

Les débuts de l'organisation de la planification

Les organes de planification, les différents maillons de la direction planifiée de l'économie populaire ont été édifiés graduellement et améliorés peu à peu, de même que les méthodes de direction et de planification.

Le premier organe général de planification, destiné au début du développement planifié à coordonner l'activité des entreprises et celles des organes centraux de l'économie, fut créé le 13 janvier 1945 : c'était le Conseil Economique, qui fut réorganisé peu de temps après, en juillet 1945. Il se composait d'un président, d'un secrétaire et de représentants des ministères de l'agriculture, des finances, des travaux publics et de la défense nationale.

A la même date fut créée la Commission du Plan d'Etat, conçue comme un organe technique dépendant du Conseil Economique. Cette commission, composée de techniciens des mêmes ministères que le Conseil Economique, était chargée d'élaborer les projets de plan de chaque ministère. Ces projets étaient ensuite présentés à la Commission Economique et soumis pour approbation au Conseil des ministres.

Le 13 janvier 1945, toujours, fut aussi créée la Direction des Statistiques, organe de la Commission du Plan d'Etat chargé d'organiser le service statistique sur une base scientifique et de fournir au gouvernement et aux autres organismes de l'Etat les données qui leur étaient nécessaires.

Le Conseil Economique et la Commission du Plan commencèrent par élaborer des plans particuliers pour chaque ministère, tout en coordonnant ces plans. Cette planification partielle était approuvée en dernière instance par le Conseil des ministres.

La création des conditions permettant de passer d'une planification partielle à une planification fondée sur un plan d'Etat unique exigea rapidement d'élever le niveau de la direction et de l'organisation de la planification. C'est pourquoi, le 19 août 1946, le Conseil Economique fut remplacé par la Commission du Plan d'Etat. Dans le même temps, furent créés des organes de planification auprès des ministères et des autres institutions centrales, ainsi qu'auprès des Comités Exécutifs des Conseils Populaires. Ces derniers étaient appelés à jouer un rôle fondamental dans la coordination des plans des différentes branches de l'économie et de la culture au niveau du district.

Après la réalisation des plans partiels des années 1945 et 1946, l'Albanie ne se lança pas immédiatement dans l'élaboration d'un plan perspectif, mais elle commença par planifier son développement économique sur la base de plans uniques courants.

Le premier d'entre eux fut le plan général de l'Etat pour 1947 (qui ne couvrait en réalité que les neuf derniers mois de cette année). Le niveau encore assez bas de la planification, lié au faible développement de l'économie elle-même, se reflétait dans le nombre relativement limité d'indices quantitatifs utilisés et censés exprimer les tâches concrètes de la production.

Pour le plan de 1948, les progrès enregistrés permirent de prendre en compte sept branches de la production industrielle, au lieu de cinq lors du premier plan général. Mais ce plan dut être corrigé après la rupture des relations économiques avec la Yougoslavie, qui avait tenté, par la "coordination" des plans des deux pays en particulier, de placer l'Albanie sous sa domination.

L'étape suivante consista à élaborer un plan courant biennal pour les années 1949-1950. Le perfectionnement de la méthodologie de la planification était reflétée dans ce plan par le nombre plus élevé de branches de l'économie et d'indices concernés.

Après la réalisation du plan biennal de 1949-1950, la planification économique en Albanie entra dans une nouvelle phase, caractérisée par l'élaboration non plus seulement de plans courants, mais aussi de plans perspectifs. De nouveaux critères scientifiques servirent à préparer le premier plan perspectif qui couvrait la période quinquennale 1951-1955. Ce plan utilisait le système des balances et des normes, il comportait aussi pour la première fois des indices qualitatifs et technico-économiques. La méthode des balances avait en fait déjà été employée pour le plan de 1949-1950, mais de manière très limitée. Le premier plan quinquennal établissait toute une série de balances plus complètes et plus précises, permise par l'apparition de nombreuses normes, telle que la norme de consommation de matières premières. Dès lors, au fil des quinquennats suivants, la méthodologie de la planification fut régulièrement améliorée, englobant toujours plus de branches de la production et parvenant à définir de manière encore plus juste les proportions à respecter au cours du développement du pays, que ce soit entre les deux secteurs fondamentaux, l'agriculture et l'industrie, ou au sein même de chacun de ces secteurs, entre les différentes branches de l'industrie et de l'agriculture.

La nouvelle méthodologie de 1966

En octobre 1965, le CC du PTA et le Conseil des Ministres lancèrent un appel, au pays, qui dénonçait l'encerclement impérialiste et révisionniste et le blocus imposé par l'Occident et l'Union soviétique et exhortait les travailleurs albanais à se mobiliser pour faire face à cette situation dangereuse et dresser un "plan juste, réaliste, mobilisateur et révolutionnaire". C'était l'annonce de modifications d'importance, car les travailleurs allaient pouvoir discuter largement et en détail des objectifs du plan, dans leurs entreprises.

Sur la base des directives du PTA concernant la lutte contre le bureaucratisme et le respect de la ligne de masse, 174 000 réunions furent organisées dans tout le pays pour discuter du projet de 4^e plan quinquennal (1966-1970). 141 000 propositions furent présentées par les travailleurs au cours de ces réunions, dont 101 000 furent finalement adoptées pour l'élaboration définitive des directives du 4^e plan, soit 25 fois plus que pour la préparation du plan précédent.

En février 1966, le Conseil des Ministres adopta un arrêté intitulé "Sur les principes de la méthodologie de la planification", destiné à rendre la planification plus efficace, en éliminant en particulier les éléments de bureaucratie et de technocratie encore présents dans le travail de préparation et d'application du plan.

Le document de février 1966 donne une définition précise de la méthodologie du plan et rappelle les principes généraux du fonctionnement de l'économie albanaise, à savoir :

- l'esprit de parti, c'est-à-dire l'application de la ligne du parti dans la planification, fondée sur le respect de la loi économique fondamentale du socialisme ;
- le développement harmonieux et proportionné de l'économie, loi sur laquelle se fonde la planification et qui exige entre autres d'avoir une claire compréhension de l'interdépendance des différents secteurs de l'économie ;
- la participation des travailleurs à l'élaboration du plan, principe essentiel puisque ce sont eux qui exécutent en fait le plan et connaissent le plus directement les réserves qui peuvent être mobilisées pour aller encore de l'avant ;
- le principe de l'appui sur ses propres forces, principe essentiel de l'édification du socialisme, dont l'importance était décuplée dans les conditions du blocus économique imposé au pays et qui impose de faire reposer l'élaboration du plan sur les conditions concrètes du moment et sur les ressources intérieures.

Le document adopté par le Conseil des Ministres énumérait une série de mesures concrètes :

- Les procédures d'élaboration du plan et les rapports entre l'échelon supérieur et la base étaient considérablement simplifiés. Avant 1966, l'élaboration du plan comportait trois phases distinctes : au mois de mars précédant l'année planifiée, le Conseil des Ministres adressait aux entreprises un projet sous forme de quotas. Ces projets étaient corrigés par les entreprises pour être ensuite renvoyés à la Commission du Plan d'Etat qui pouvait ainsi coordonner les différents plans et transmettre pour le 15 novembre la version finale du plan au Conseil des Ministres qui l'approuvait en dernier ressort. Le plan, une fois approuvé, était retourné aux entreprises et prenait alors force de loi. De son côté, le plan d'import-export était dressé séparément au mois de juin et révisé en novembre en fonction des résultats du plan précédent. Les quotas pour les dépenses d'importation et de construction étaient dans ce système fixés annuellement. La nouvelle méthode supprimait la phase des quotas et redéfinissait les deux autres phases de l'élaboration du plan annuel. Dorénavant, les entreprises d'importance nationale et les Comités Exécutifs des Conseils Populaires des districts devaient envoyer, respectivement en juin et en juillet, leur plan préliminaire à l'échelon central (les Comités Exécutifs ayant pour tâche de dresser le plan des petites entreprises d'importance uniquement régionale ou locale n'ayant pas de section du plan en leur sein). Les organes centraux modifient alors et coordonnent ces plans avant de les envoyer au mois d'août à la Commission du Plan d'Etat. Le plan de l'Etat est finalement dressé au mois de septembre, en utilisant les résultats chiffrés du plan précédent pour les importations et les constructions, ce processus nouveau permettant de supprimer le système des quotas annuels jusqu'alors en vigueur.
- Le système des indices fut également simplifié : seuls les indices considérés comme essentiels furent conservés afin de déterminer les principales orientations du développement économique et culturel. Le nombre des indices utilisés pour la production industrielle passa ainsi de 550 à 77, tandis que le nombre des indices de la production agricole était lui aussi réduit de 320 à 42, et de 500 à 100 pour ceux du plan d'investissement et de construction. Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'une simple réduction quantitative mais d'une profonde refonte du système des indices.
- La révision du système de contrôle bancaire sur les investissements fut également décidée dans le cadre de ces nouvelles mesures.

L'ensemble de ces modifications de la méthodologie de la planification se traduisirent par le rôle accru conféré aux ministères et aux Comités Exécutifs des Conseils Populaires des districts et donc par un amoindrissement du rôle des fonctionnaires de l'administration.

Les objectifs de production des principaux biens étaient désormais présentés de manière globale, et non plus avec les autres indices se rapportant aux produits secondaires, avec les indices technico-économiques ou du plan de recherche scientifique ou de mécanisation du travail, indices qui disparaissaient dans le nouveau système.

Dans le secteur commercial, de même, le seul indice encore soumis à l'approbation du Conseil des Ministres était l'indice du total des ventes. En ce qui concerne la planification de la main d'oeuvre, le Conseil des Ministres n'avait plus à adopter que les chiffres du nombre total de travailleurs, du volume du fonds des salaires et des indices de productivité dans l'industrie et la construction.

Dans la nouvelle méthodologie, l'approbation de tous ces indices devenait annuelle, alors qu'auparavant elle se faisait trimestriellement.

La simplification des indices du plan ne conduisit toutefois pas à une simplification du plan lui-même. Les entreprises devaient continuer à élaborer leur plan de manière aussi détaillée qu'avant, même si chacun des points n'était plus soumis à l'échelon supérieur. Par ailleurs, la méthode d'évaluation de leurs performances fut également modifiée, les indices globaux comme celui de la valeur de la production totale cessant d'être utilisés comme critères d'évaluation principaux dans le nouveau système.

La réorganisation de 1970

En 1970, les exigences croissantes du développement de l'économie imposèrent l'adoption de nouvelles mesures destinées à élever le niveau de la direction planifiée et à élargir les compétences des organes de l'Etat et de l'économie. C'est Hysni Kapo qui fut chargé de présenter cette réorganisation au 10^e plénum du CC du PTA, tenu en juin 1970. Le rapport qu'adopta le CC préconisait "d'en finir avec la routine et d'élever le travail de gestion sur des bases scientifiques", et d'introduire davantage la participation des travailleurs dans le système de planification. Le rapport montrait l'impérieuse nécessité d'élever la conscience révolutionnaire des travailleurs, dont trop peu encore avaient une connaissance suffisante des lois économiques du socialisme, il critiquait la centralisation excessive du pouvoir de décision responsable de l'étouffement de l'esprit d'initiative des travailleurs et proposait d'élargir davantage les compétences des districts et de la base.

A la suite de ce plénum, le rôle des commissions de planification fut accru, leur fonctionnement et leur structure furent améliorés et leurs activités étendues. Désormais composées pour l'essentiel de coopérateurs et d'ouvriers d'élite, et non plus seulement de travailleurs de l'administration, il s'en créa dans chaque entreprise et chaque coopérative, dans chaque secteur. Ce dispositif fut en outre complété par des groupes de travail réunis au sein des brigades ou pour étudier un problème particulier. Des commissions de planification furent également mises sur pied auprès des Comités Exécutifs des Conseils Populaires de districts.

Le système des indices fut de nouveau amélioré de façon à évaluer plus justement le travail des entreprises.

L'indice du volume de la production industrielle globale conserva son importance pour exprimer la dynamique du développement de la production, mais il fut décidé de tenir compte également d'indices en valeur. Ces derniers dont l'utilisation se limitait alors aux entreprises de confection, furent introduits dans l'industrie de la chaussure, du caoutchouc et du plastique, de la porcelaine et du verre, etc.

La tendance à surestimer ou à sous-estimer les indices de la production industrielle globale fut combattue et de nouveaux critères d'évaluation de l'activité des entreprises furent élaborés, sous la forme de toute une série d'indices. Ainsi, la définition des tâches au niveau de l'entreprise, de chacun de ses départements et secteurs, de chaque ligne de production et poste de travail devait dorénavant utiliser des indices technico-économiques exprimés en nature, tandis que les organes du Parti et du pouvoir, au niveau du district comme au niveau central, évalueraient le travail des entreprises à partir d'indices tels que celui de la production en nature, celui de l'assortiment en valeur et celui de la production industrielle globale. Au niveau national, l'évaluation de l'activité des différentes branches de l'économie s'effectuerait sur la base d'indices en nature et de l'indice de la production industrielle globale.

A l'échelle de l'entreprise, le rendement du travail devait être déterminé sur la base de la production en nature pour la norme horaire, et sur la base de la production industrielle globale, en valeur. D'autres indices également devaient être utilisés pour caractériser le travail des entreprises, tels que celui de la baisse du coût de production, celui de la réalisation de la norme de consommation des matières premières et de l'énergie, etc.

Les manifestations de fétichisme consistant à conférer un rôle absolu à l'indice de la production globale par rapport aux autres indices du plan furent dans le même temps dénoncées.

En définitive, la nomenclature des indices fut également modifiée, de façon à réduire le nombre de ceux qui devaient être approuvés par l'échelon supérieur pour ainsi étendre les compétences de la base et diminuer le volume de travail des organes centraux.

La redistribution des compétences en matière économique se traduisit par la croissance rapide du nombre d'entreprises placées sous la juridiction des Comités Exécutifs des Conseils Populaires des districts : de 20 % en 1960 et 40 % en 1969, on passa à 80 % en 1971, ce qui montre l'envergure de la réforme de 1970.

Cette réorganisation ne conduisit nullement à un affaiblissement de la direction du Parti sur le processus d'élaboration du plan quinquennal, sa ligne politique se transmettant, par l'intermédiaire des ministères et des Conseils Populaires, depuis la Commission du Plan d'Etat jusqu'à l'entreprise, où se réalise l'élaboration détaillée du plan en en considérant tous les aspects. Une fois qu'ils ont été établis, les plans individuels des unités économiques de base reviennent à la Commission du Plan d'Etat, via de nouveau les ministères ou les Comités Exécutifs des Conseils Populaires des districts. La Commission du Plan amende ces plans individuels de façon à obtenir un plan unique équilibré pour l'ensemble de l'économie du pays. Les plans quinquennaux sont re-décomposés en objectifs annuels selon une procédure identique.

Au niveau de l'entreprise, l'établissement du plan annuel débute au mois de juillet précédant l'année planifiée, avec la participation des commissions de planification et des groupes de travail qui jouent un rôle important. A partir de l'analyse des performances de l'entreprise au cours du premier semestre, leur tâche consiste à déterminer le niveau de production prévisible pour le reste de l'année. Ces données sont utilisées par la commission du plan qui rédige, en collaboration avec le directeur de l'entreprise, un projet de plan. Ce projet est soumis au collectif de travail de l'entreprise qui le discute et l'amende. Une fois approuvé par l'ensemble des travailleurs, le projet est adressé à l'autorité supérieure. Lorsque le plan définitif de l'entreprise, tel qu'il découle du plan national établi par la Commission du Plan d'Etat, lui est retourné, celui-ci est également présenté au collectif de travail et fait l'objet d'une discussion générale avant d'entreprendre son exécution.

Durant les années 70, le développement économique et social de l'Albanie se poursuit à un rythme remarquable. Affirmant être entré dans la phase de l'édification intégrale de la société socialiste, le Parti du Travail continua sa réflexion sur les problèmes de la planification, dans les conditions d'un développement accru de la base matérielle et technique de la production, de l'intensification de l'industrie et de l'agriculture et de l'approfondissement de la révolution technique et scientifique. Toutes les questions touchant au perfectionnement de la planification firent l'objet d'un vaste débat dans le Parti. Au cours du 9^e plénum du CC de juin 1976 et lors de la réunion du Bureau Politique de septembre 1977, Enver Hoxha tira les enseignements de cette ample discussion qui aboutit, en mai 1978, à l'adoption d'une nouvelle "méthodologie de la planification de l'économie socialiste de la RPS d'Albanie", toujours en vigueur à l'heure actuelle.

La nouvelle méthodologie revêt entre autres la caractéristique de définir des critères pour perfectionner la planification perspective, notamment pour l'élaboration de plans couvrant une durée plus longue que la période quinquennale et de prévisions économiques et sociales sur dix ou quinze ans.

La nouvelle méthodologie institue la primauté des indices en nature sur les indices en valeur, elle établit pour chaque branche de l'économie une série d'indices qualitatifs et technico-économiques spécifiques à la branche en question. La nouvelle méthodologie ne sous-estime pas pour autant les indices en valeur et accorde même une grande importance aux indices financiers, aussi bien ceux qui concernent le plan du budget de l'Etat ou du plan de caisse de la Banque d'Etat, que ceux du plan financier des entreprises.

La politique de planification centralisée des investissements est renforcée et la priorité donnée au développement des branches de la production matérielle se trouve réaffirmée. Le contrôle de l'Etat sur les fonds d'investissement est en particulier renforcé par l'abaissement du montant maximum des travaux pouvant être décidés de façon autonome par les échelons inférieurs. Enfin, le contrôle par l'Etat du commerce extérieur est accru, particulièrement en ce qui concerne les importations.

Où en est aujourd'hui la planification en Albanie ?

En avril 1983, à Tirana, s'est tenue une très importante conférence nationale sur les problèmes du développement de l'économie albanaise. Organisée par l'Institut des Etudes Marxistes-Léninistes, la Commission du Plan d'Etat, l'Institut des Etudes Economiques et la Faculté d'Economie, cette conférence avait pour objectif "d'analyser la marche des processus les plus importants (du) développement économique (albanais) au cours de ces deux dernières années, d'en tirer des conclusions et de procéder à des synthèses pour aider par là à comprendre et à résoudre les problèmes posés par tout le 7^e plan quinquennal et de soulever des problèmes relatifs au développement à long terme de (l') économie".

Ramiz Alia donna, dans son discours de clôture, le coup d'envoi officiel au vaste travail préparatoire à mener en vue de l'élaboration du 8^e plan quinquennal (1986-1990). C'est donc trois ans à l'avance que le Comité Central du PTA, se fondant sur les directives du VIII^e Congrès et sur l'ouvrage d'Enver Hoxha *Për planin e 7-të pesëvjeçar* (A propos du 7^e plan quinquennal) a défini les orientations générales des études à entreprendre pour le prochain plan et a appelé à la mobilisation de toutes les forces du pays pour élaborer le projet de plan. Au cours du considérable travail préliminaire, les cadres dirigeants à tous les niveaux, les spécialistes, les chercheurs et les travailleurs d'avant-garde vont devoir affronter toute une série de tâches nouvelles et décisives.

En s'appuyant sur l'acquis et en dégagant des lois scientifiques pour le développement à venir, les études à mener s'orienteront plus spécialement sur les questions suivantes :

- le développement industriel, en particulier dans le domaine de l'énergie et des industries d'extraction et de transformation. Le travail de préparation concerne les problèmes de consolidation de la base énergétique, d'accroissement des réserves en minerais, de renforcement de la métallurgie, etc. Le 8^e quinquennat devra définitivement sortir l'industrie mécanique de son morcellement et de ses conceptions "artisanales" pour l'engager solidement dans la voie de la production sur une large échelle d'équipements et de machines-outils ;

- la modification des structures de la production agricole et la poursuite de son intensification à l'échelle de l'ensemble du pays. Des études sont nécessaires dans le domaine de la structure de l'alimentation de la population, celui de la production des matières premières agricoles, de l'accroissement des exportations, de la rentabilité des investissements ;
- l'élévation du bien-être de la population, qui requiert des études concernant l'évolution des processus démographiques en liaison avec l'emploi, la croissance des revenus réels, la production des biens de consommation, la réduction des disparités entre la ville et la campagne.

Outre ces recherches concernant le développement de branches et de secteurs particuliers de l'économie, des études beaucoup plus complexes sont désormais nécessaires, du fait de l'élargissement et de la multiplication des liens économiques, de l'intégration plus poussée des différentes branches économiques et des régions du pays. Ces études exigent un niveau scientifique plus élevé ainsi qu'un perfectionnement sensible de la méthodologie du plan.

Le travail de planification devra en effet être désormais en mesure de rechercher les variantes les plus appropriées, de réaliser une harmonisation correcte entre les nouveaux investissements et l'exploitation renforcée de la base matérielle et technique existante, il devra promouvoir l'accroissement rapide de la productivité du travail, l'utilisation plus efficiente des fonds d'accumulation et la réduction systématique des frais de production. Les entreprises devront employer de manière plus efficace leurs fonds circulants et seront incitées à introduire dans leur activité productive les technologies les plus avancées.

La question de la rentabilité sera primordiale à l'avenir. La réduction du nombre de secteurs subventionnés ou fonctionnant encore à perte exigera à elle seule un renforcement de la vigilance des organismes de contrôle, particulièrement à la base.

Une communication a été spécialement consacrée, au cours de la Conférence nationale d'avril 1983, à l'analyse des problèmes posés par le perfectionnement indispensable de la planification. Selon ses auteurs, Besim Bardhoshi et Sokrat Proka, une grande attention doit être portée à l'étude de la balance de l'économie nationale, qui doit être dressée à partir d'indices planifiés présentés sous forme de tableaux. Les normes de travail doivent être établies de manière plus scientifique et utilisées plus largement, aussi bien dans la sphère productive que dans la sphère non productive.

Les auteurs de la communication dénoncent certains défauts et lacunes qui se manifestent dans le domaine de l'argumentation et de la coordination de l'ensemble des indices du plan. La méthodologie de la planification devra s'attacher à éliminer les cas de discordance qui sont parfois constatés.

B. Bardhoshi et S. Proka indiquent la nécessité d'une circulation plus efficace de l'information économique et statistique, de la base au sommet, de façon à améliorer le contrôle de l'exécution du plan. Les indices du plan et ceux des statistiques devront être mieux coordonnés.

La planification au niveau des branches devra mieux s'harmoniser avec la planification au niveau des districts. Dans ce domaine, la tâche du plan doit être de tenir compte de la répartition concrète des forces productives dans le pays et de coordonner, au niveau de chaque district, les plans des différentes branches économiques et sociales.

Les deux auteurs condamnent les manifestations de "globalisme", notamment dans le secteur de la construction, dans le domaine de la planification de la productivité du travail ou celle du rendement dans l'agriculture. Ils proposent d'introduire dans la méthodologie de nouveaux indices concrets, techniques, économiques et financiers, ainsi que des critères pour l'élaboration de prévisions à long terme. Ces indices concrets doivent permettre de contrôler plus efficacement certains grands équilibres, comme l'accroissement plus rapide du produit pour la société par rapport au produit pour soi, ou bien de la productivité sociale par rapport au revenu réel.

Le dernier point de cette communication porte sur la nécessité d'améliorer le processus d'élaboration du plan en établissant de nouveaux critères pour la présentation des projets de plan, ainsi qu'en approuvant une méthode qui soit unique pour chaque partie du plan.

Une autre communication au cours de la même conférence nationale est en relation avec des aspects particulièrement importants de la planification et porte sur le rôle des organes financiers.

Les auteurs, Kujtim Brovina et Fejo Babaramo, soulignent la responsabilité des organes financiers, non seulement dans l'attribution des fonds des entreprises, mais aussi dans le contrôle de la bonne marche de ces dernières. Les efforts doivent tendre à renforcer ce rôle des organes financiers, en particulier pour ce qui est du plan d'accumulation et de l'utilisation plus efficiente des fonds d'accumulation.

Les deux premières années du 7^e quinquennat ont révélé une tendance à augmenter plus rapidement les fonds fixes des entreprises que la production elle-même. Ceci a une influence négative, en particulier sur le plan de baisse des coûts de production, et doit être corrigé en effectuant des études plus approfondies en ce qui concerne l'introduction du progrès technique et l'organisation du travail et de la production.

Les problèmes relatifs à l'efficacité des investissements réclament une analyse sérieuse des projets de construction d'ouvrages économiques, ainsi qu'un contrôle bancaire et financier rigoureux de la mise en valeur des investissements. Du point de vue de la méthodologie de la planification, les auteurs proposent d'ajouter à celle-ci le plan de mise en service des nouvelles capacités de production, en planifiant séparément la production et l'accumulation qui résulteront du fonctionnement du nouvel ouvrage. La mise en place d'indices d'efficacité plus concrets s'avère également nécessaire.

Enver Hoxha indique dans l'ouvrage précité : "Nous devons extirper de l'esprit, de la conscience et de la méthode de travail de chacun, l'idée que le plan est considéré comme réalisé lorsqu'est atteinte la valeur de la production prise globalement ou un autre indice de caractère général. Le plan est un ensemble d'indices et d'éléments et il est qualifié dans son ensemble de plan unique d'Etat qui doit être obligatoirement exécuté par tous."

Les améliorations successives apportées à la méthodologie de la planification et à la pratique du travail de direction de l'économie ont permis de réduire l'influence négative de certaines manifestations de globalisme ou d'attitudes unilatérales, elles ont renforcé le caractère scientifique de la planification qui est aujourd'hui en mesure de répondre aux exigences de la reproduction socialiste élargie de l'économie socialiste albanaise.

Les différents aménagements apportés à la méthodologie du plan en 1966 ou en 1970 ont parfois été abusivement assimilés par certains commentateurs étrangers à des tentatives de "réforme" du système économique planifié. Mais, à l'inverse des économies est-européennes qui, en butte à des difficultés croissantes, tentèrent en vain, à partir de 1967, de "réformer" le mode de fonctionnement de leur économie par diverses mesures de replâtrage, l'Albanie n'a jamais prétendu déroger aux règles de la planification telles qu'elles furent appliquées en Union soviétique par Staline : la planification en Albanie entend demeurer une méthode effective et concrète de l'organisation du développement économique du pays, et non pas un alignement d'objectifs chiffrés établis de manière purement formelle, comme cela est devenu le cas dans les "démocraties populaires" est-européennes.

L'expérience accumulée durant les quarante années de pouvoir populaire, en particulier au cours de la préparation et de l'exécution de l'actuel 7^e plan quinquennal, constitue une base solide pour le développement ultérieur de l'économie albanaise à un rythme aussi soutenu que dans le passé, en évitant les oscillations néfastes et en exploitant l'ensemble des ressources intérieures du pays.

BIBLIOGRAPHIE

- BANJA H., FULLANI J., PAPAJOJGJI H., *Problème të organizimit e të drejtimit të ekonomisë popullore në RPSH* (Problèmes de l'organisation et de la direction de l'économie populaire en RPA), Tiranë, 1973, 326 p.
- BANJA Hasan, TABAKU Agim, *"Problème të persosjës së planifikimit, të evidencimit, të ndjekjes e të analizave të kostos"* (Problèmes relatifs au perfectionnement de la planification, au calcul, au suivi et à l'analyse du coût de production), Probleme Ekonomike, 2, 1984, 25-35.
- BARDHOSHI Besim, *Planifikimi përsoset në procesin e ndërimit të shoqërisë socialiste* (La planification se perfectionne au cours du processus d'édification de la société socialiste), 8 Nëntori, 1980, 166 p.
- BARDHOSHI Besim, *Plani unik shtetëror ajet vendiatar për zbatimin e politikës ekonomike të Partisë* (Le plan unique d'Etat moyen décisif pour l'application de la politique économique du Parti), 8 Nëntori, 1983, 156 p.
- BARDHOSHI Besim, *Probleme të planifikimit dhe të zhvillimit të ekonomisë së planifikuar në RPSH* (Problèmes de planification et de développement de l'économie planifiée en RPA), Tiranë, 1965, 145 p.
- BOLLANO Priamo, *Probleme të drejtimit të prodhimit socialist* (Problèmes de direction de la production socialiste), Tiranë, 1972.
- BOLLANO Priamo, SIMAKU Niko, *"Hartimi i planit unik - rezultat i studimeve të argumentuar"* (L'élaboration du plan unique - résultat d'études étayées d'arguments), Probleme Ekonomike, 1, 1983, pp. 67-77.
- *Conférence nationale sur des problèmes du développement de l'économie albanaise au cours du 7^e plan quinquennal*, 8 Nëntori, 1983, 293 p.
- DODE Petro, *"Të njohim dhe të zbatojmë drejt metodologjinë e planifikimit të ekonomisë sonë socialiste"* (Connaissances et applications de façon juste la méthodologie de la planification de notre économie socialiste), Probleme Ekonomike, 3, 1978, pp. 9-31.

- DODE Petro, *"Përsosja e planifikimit dhe metodologjisë së tij, objekt i vazhdueshëm i një pune të thellë shkencore"* (Le perfectionnement de la planification et de sa méthodologie, objet continu d'un travail scientifique approfondi). *Problème Ekonoaike*, 3, 1980, pp. 33-38.
- DODE Petro, *"Planifikimi shkencor për zhvillimin e shpejtë të forcave prodhuese dhe për rritjen e efektivitetit të prodhimit shoqëror"* (La planification scientifique développe à des rythmes rapides les forces productives et accroît l'efficacité du produit social), *Probleme Ekonoaike*, 4, 1980, pp. 26-58
- *Ekonoaia politike - Socializai* (Economie politique - Socialisme), Akademia e Shkencave e RPSSH, 1981, 401 p.
- GORISHTI Gjon, *"Cështje të përmirësimit të më tejshëm të metodologjisë së planifikimit të ekonomisë socialiste në RPS të Shqipërisë"* (Questions de l'amélioration de la méthodologie de la planification de l'économie socialiste en RPS d'Albanie), *Probleme Ekonomike*, 2, 1981, pp. 3-16.
- HOXHA Enver, *Vepra* (Oeuvres), Tiranë, 42 vol. parus.
- HOXHA Enver, *Raportet e fjaliae* (Rapports et discours), Tiranë.
- HOXHA Enver, *Rapport présenté au VIII^e Congrès du PTA*, 8 Nëntori, 1981, 297 p.
- KAPO Hysni, *"Ta ngremë punën organizuese të Partisë në nivelin të etapës së sotme të ndertimit socialiste"*, in PPSH Dokuaente kryesore V (PTA'Documents principaux V), Tiranë, 1974, pp. 664-711.
- KARECO Theodor, *"Bilanci-plan i lidhjeve midis degëve të ekonomisë, mjet i rëndësishëm për ngritjen e nivelit shkencor të planifikimit"* (Le bilan planifié des liaisons entre les branches de l'économie, moyen important pour élever le niveau scientifique de la planification), *Probleme Ekonoaike*, 1, 1982, pp. 43-63.
- KARECO Theodor, *Planifikimi real e mobilizues në çdo qelizë bazë të ekonomisë sonë* (La planification réelle et mobilisatrice dans chaque cellule de base de notre économie), 8 Nëntori, 1980, 132 p.
- MARA Hekuran, *"Pour une efficacité accrue de notre économie"*, *Albanie Aujourd'hui*, 5 (72), 1983, pp. 23-28.
- *Njohuri për ekonominë socialiste* (Connaissances sur l'économie socialiste), 8 Nëntori, 1981, 359 p.
- *Organizimi dhe planifikimi në ndërrarjet industriale socialiste* (L'organisation et la planification dans les entreprises industrielles socialistes), Univ. i Tiranës, 1982/83, 284+202+194 p.
- PAPAJOJGJI Harilla, *"Le perfectionnement des rapports de production socialistes"*, *Albanie Aujourd'hui*, 5 (72), 1983, pp. 15-22.
- *"Plotësimi tërësor i detyrave të planit arrihet në luftë kundër koncepteve dhe shfaqjeve të njëanshmerisë"* (L'accomplissement des tâches du plan dans leur ensemble se réalise dans la lutte contre toute conception et manifestation d'unilatéralisme), *Problème Ekonomike*, 2, 1984, pp. 8-14.
- SCHNYTZER Adi, *Stalinist economic strategy in practice. The case of Albania* (La stratégie économique stalinienne en pratique. Le cas de l'Albanie), Oxford Univ. Press, 1982, 170 p.
- TELO Ilia, *"Planifikimi dhe ndjekja e plotësimit të planit të rendimentit të punës në kooperativat bujqësorë"* (La planification et le suivi de la réalisation du plan de rendement du travail dans les coopératives agricoles), *Problème Ekonomike*, 3, 1982, pp. 57-62.
- ZIU Mihal, *"Për nritjen e mëtejshëm të nivelit shkencor të planifikimit e të evidencimit të kostos në kooperativat bujqësorë"* (Sur la croissance continue du niveau scientifique de la planification et du calcul du coût de production dans les coopératives agricoles), *Probleme Ekonomike*, 3, 1983, pp. 33-42.

La planification de l'aménagement du territoire

par Gabriel JANDOT

(Photos et cartes de l'auteur)

Parce que les paysages organisés, urbain comme rural, sont les expressions matérielles de l'édification d'un système politique, la planification de l'aménagement du territoire est l'une des bases de l'expression d'un système politique socialiste. Au-delà des discours d'intention, au-delà des velléités, la modification de l'espace exprime clairement la ligne suivie : le paysage étant le témoin de la civilisation qui l'a transformé, la modification volontaire du cadre de vie, l'aménagement volontariste de l'espace, témoignent-ils en R.P.S. d'Albanie de l'édification du socialisme ? La prise en compte, dans l'évaluation, de la situation de l'état antérieur, pratique habituelle de la dialectique marxiste, prend ici une valeur d'évidence : il ne saurait être question d'aborder ici un examen de la planification de l'aménagement du territoire sans considérer l'acquis du passé. Trois paramètres interviennent donc : les pesanteurs d'un passé de colonisation, les contraintes d'un milieu physique difficile, la philosophie politique actuelle du pays qui ne compte que "sur ses propres forces". En termes plus précis, cette étude, cette planification de l'aménagement du territoire s'appuie sur un espace antérieurement inorganisé, rural, pauvre, sur le legs culturel turc, sur un espace montagneux et méditerranéen, sur la philosophie socialiste inspirée des principes de Marx, Engels, Lénine, Staline. La fidélité à cette philosophie a déterminé de fait les grandes phases de l'aménagement de l'espace : le relèvement national s'appuie d'abord sur l'amitié avec l'Union Soviétique, d'où la remise en route du pays et le démarrage de l'économie. C'est ensuite la période des liens privilégiés avec la Chine, d'où l'essaimage dans le pays du mode de vie socialiste. C'est enfin, depuis 1976, la voie de l'autonomie, le choix du développement "sur ses propres forces", d'où la construction effective d'un paysage nouveau, avec la réduction progressive des disparités entre villes et campagnes.

Les composantes historique et géographique

Colonisée depuis des siècles par les Turcs, l'Albanie a ressenti les contraintes de leur retard technologique, avec d'autant plus d'acuité que sa situation excentrique par rapport à l'Empire ottoman en faisait une province quelque peu délaissée. L'état du pays au début de ce siècle est révélateur de l'incurie des pseudo-responsables. Les cités sont refermées sur elles-mêmes, peu nombreuses, de médiocre importance. Lieux de résidence des grands propriétaires terriens absentéistes, elles exploitent l'espace rural sans l'organiser. La montagne est un refuge où vivent, en autarcie presque médiévale, des noyaux familiaux déchirés par la vendetta. L'isolement est général, matérialisé par l'absence quasi-totale de voies de communications : "il n'existe pas d'une façon générale de routes entretenues "mais" des amorces de deux à trois kilomètres de chaussée pavée, qui se perdent bientôt...et font place à des pistes" ; "le pont est un mythe, à part dans certaines villes qui doivent parfois leur existence à leur pont".¹ La création de l'Etat albanais, son occupation pendant la première guerre mondiale, suivie de sa domination par l'Italie, permettent un début d'organisation, à des fins colonisatrices certes, mais dont l'empreinte sur l'espace est tangible. Les constructions de bâtiments administratifs par les Italiens viennent compléter les premiers travaux entrepris par les Austro-hongrois dans les deux tiers Nord, par les Italiens dans le tiers Sud, par les Français dans le Bassin de Korça. Ces occupations militaires, comme cette néo-colonisation déterminent la mise en place d'une économie d'échanges, facilitée par la construction d'un réseau routier. Malcommode et tourmenté, étroit et étriqué, il a cependant le mérite de faciliter les échanges. Que ceux-ci soient tournés vers l'exploitation du pays par l'Italie mussolinienne est évident ; mais le rôle incitatif de ces échanges sur l'aménagement de l'espace est tangible. Il s'agit là d'un aménagement non volontaire, mais incitatif, lié d'une part aux deux paramètres que sont les besoins du marché et les aptitudes de l'espace géographique, d'autre part aux deux systèmes socio-économiques imbriqués : domination du suzerain italien sur le vassal albanais, domination des propriétaires terriens sur le paysan exploité. Ici encore, les montagnards échappent à tout essai d'aménagement de leur milieu, du fait même de la rigueur de celui-ci. L'occupation militaire italienne, puis allemande, la sanglante lutte de libération menée sur le pays ne furent bien évidemment pas propres à créer une organisation de l'espace. Ce n'est donc que vers 1944 que l'on peut situer le début d'une tentative volontaire d'aménagement du territoire. Celle-ci, liée aux conditions géographiques, à l'énorme retard, au délabrement du pays, doit impérativement être planifiée. Planification d'autant plus présente et impérative que l'aide du "grand-frère" soviétique passe par l'imitation — sans servilité aucune — de sa planification. Les contraintes du milieu pèsent alors. Les plaines sont rares, et peu occupées parce que marécageuses et insalubres, livrées à la malaria. Le traditionnel pâturage ovin des régions méditerranéennes a rasé les collines. La montagne, aux versants raides, dévastée par l'érosion paraît impropre à tout aménagement : n'est-elle pas déjà en voie de désertification en France à cette époque, alors que les moyens financiers existent ? Bien entendu, l'irrigation est quasi inexistante, et le climat méditerranéen restreint par son été torride les possibilités de cultures. La faible amplitude des zones planes contraint en outre les cités à occuper des sites de pente ou de talwegs marécageux, d'où la difficulté des extensions urbaines. Enfin, cette domination de la pente, de l'escarpement, comme la présence de larges zones marécageuses côtières limitent les possibilités de planification d'une amélioration des voies de communication.

Les principes de la planification de l'aménagement du territoire

C'est donc sur cette base géographique peu favorable, sur ces fondements historiques médiocres, que le pouvoir communiste albanais doit, dès 1945, prévoir et donc planifier l'aménagement de l'espace national. Il n'est riche que de bonne volonté, ne peut s'appuyer que sur une Union Soviétique elle-même déchirée et ruinée par la guerre. Certes, la théorie marxiste est là, certes les techniciens russes arrivent, certes les besoins sont modestes, mais l'avenir qui est promis exige la réussite, et aucune erreur ne sera sans conséquence grave sur l'idéologie. Seule l'organisation du Parti peut supporter un tel et écrasant pari intellectuel : la planification en porte donc la marque. Ce Parti ne peut s'appuyer que sur quelques conseillers locaux, les enseignants de Géographie de la jeune Université de Tirana en premier lieu, auxquels s'adjoignent les spécialistes soviétiques, bien que mal formés par rapport à ce milieu sociologique, à ce domaine physique. Dès 1944, la planification de l'aménagement du territoire s'appuie sur la praxis marxiste. La dialectique albanaise en matière d'aménagement du territoire s'appuie en premier lieu sur les théoriciens, Marx et Engels.

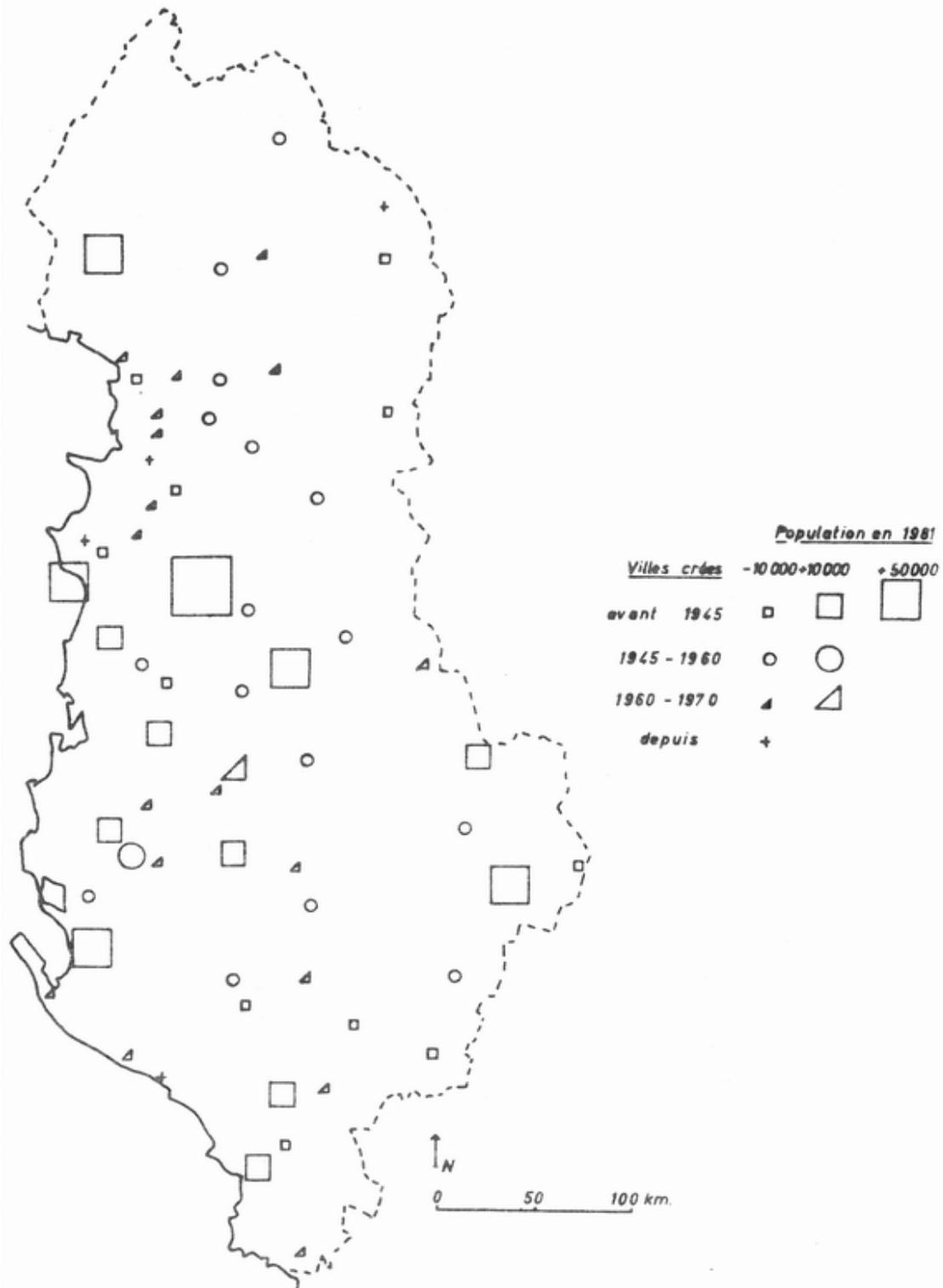
"Elle (la lutte des classes), histoire de la société jusqu'à ce jour" (Karl Marx) ne se résoudra que lorsque la "solution bourgeoise", "l'oppression de la classe dominante sur la classe laborieuse" disparaîtra, "par la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne" (Friedrich Engels) : le but de l'aménagement devient alors l'association dans le pays des masses paysannes et des masses industrielles, vers un espace équitablement développé.

A ces théoriciens — qui ont d'ailleurs fort peu écrit dans ce domaine — s'ajoutent pour le jeune Parti Communiste albanais les modèles que constituent V. Lénine et J. Staline. Les principes en sont connus. C'est d'abord la collectivisation des moyens de production : "Tant qu'existe la propriété privée, votre Etat, fut-il une République démocratique, n'est qu'une machine aux mains des capitalistes pour réprimer les ouvriers"². C'est ensuite le maintien de l'infrastructure urbaine préexistante et la création de cités nouvelles qui "contribuera à l'épanouissement culturel du pays et conduira à niveler les conditions d'existence dans les villes et les campagnes"³. S'y ajoute le principe d'égalité des conditions de vie, fondamental, "égalité nationale sous toutes formes (langue, écoles, etc.) comme point indispensable dans la solution de la question nationale"⁴, avec appel à "l'autonomie régionale comme point indispensable", qui n'exclut pas la "communauté de la vie économique, la cohésion économique"⁴. Enfin, au sens large, le principe d'autonomie des choix : " Elle (la Nation) a le droit d'organiser sa vie selon les principes de l'autonomie... La Nation est souveraine, et toutes les Nations sont égales en droits"⁴. Ces principes généraux sont repris par les dirigeants albanais dès 1944. Ils forment la trame idéologique sur laquelle se fixe la chaîne des réalisations. C'est d'abord l'appui sur les forces du Parti : "Il ne suffit pas que notre Parti tienne les commandes, il faut qu'il sache les garder en main,... pour aller de l'avant et réaliser notre programme" car "un membre du Parti doit être partout à la pointe de la lutte, dans tous les domaines d'activité"⁵. C'est ensuite le positionnement de l'action : centralisme démocratique, mais aussi satisfaction des besoins populaires. C'est enfin et surtout l'appel à la planification : "Ouvrer selon un plan et organiser solidement son travail doivent devenir une seconde nature chez tout le peuple albanais..."⁶. Au niveau de la planification de l'aménagement du territoire, de "l'édification de l'Albanie nouvelle", ces principes interfèrent avec les besoins : "reconstruire en premier lieu..., rebâtir les maisons incendiées, améliorer les voies de communication et en construire de nouvelles,... reconstruire et faire mieux fonctionner les divers centres miniers..." mais surtout "édifier une société nouvelle dans l'Albanie nouvelle" Ces principes étant posés, ces orientations déterminées, l'outil incitatif — le Parti — formé, il restait à déterminer le vecteur de l'action. C'est, en concordance avec les principes du marxisme, par la ville que passe la modernisation de l'espace : le milieu urbain est incitatif des nouveaux modes de vie économique, politique et surtout idéologique. Le noyau urbain, parce qu'il centralise les organes de direction, essentiels dans un système planifié, dirige son hinterland. La cité, parce que centre des décisions et de l'économie, pôle culturel commercial, médical, rassemble les hommes de sa région. C'est en toute logique par la ville que doit être véhiculée la planification de l'aménagement du territoire.

Les modalités de la planification de l'aménagement du territoire

Début décembre 1944, le contrôle de l'Etat sur la production des biens et sur leur répartition constitue le préliminaire aux nationalisations. Celles-ci interviennent le 13 janvier 1945 (50 jours après la prise officielle du pouvoir) : banques, sociétés commerciales, industrielles, entreprises du bâtiment, des transports. En 1946, la propriété industrielle de l'Etat couvre 87 % des emplois, des sociétés ; propriété potentielle en fait car la plupart des usines sont détruites, ou incapables d'assurer une production convenable ; parallèlement, la réforme agraire d'août 1945 permet l'expropriation des gros propriétaires, la nationalisation des forêts et du sous-sol. La planification de l'aménagement de l'espace rural est immédiatement mise en oeuvre : au patrimoine foncier de l'Etat, réservé pour l'édification ultérieure des Fermes d'Etat (de type sovkhose), s'opposent les distributions du sol dans la limite de 5 ha par famille, sans possibilité d'aliénation et de fermage. Cette propriété individuelle provisoire, étroitement réglementée, permet d'une part le redémarrage immédiat de la production de denrées vivrières de première nécessité, d'autre part constitue la base des futures coopératives agricoles (de type kolkhose).

Ce même patrimoine foncier permet la mise en place du système urbain, armature de l'aménagement de l'espace. Il est dès lors possible de créer *ex nihilo* un noyau administratif là où cela est ressenti comme nécessaire, noyau dont l'importance peut être renforcée par des implantations commerciales et industrielles. D'où la création, à partir du semis urbain existant en 1945, d'un véritable réseau, hiérarchisé, structuré, dont la mise en place est progressive et réfléchie. Il faut en effet créer un ensemble incitatif pour une évolution des conditions de vie, un ensemble dont la base idéologique réponde au principe d'Engels, "l'harmonisation de la campagne et de la ville". La carte de la planification de l'évolution urbaine, ci-après, permet de visualiser cette volonté d'occupation progressive de la globalité de l'espace.



Planification de l'évolution urbaine

L'appui de l'URSS est loin d'être négligeable, et l'influence soviétique dans l'architecture est tangible. Mais cet appui se manifeste surtout dans l'aide à l'équipement économique et dans la formation des cadres dans les Universités soviétiques. Influence prépondérante dans le cheminement idéologique de l'Albanie : la formation acquise, politiquement très solide, permettra aux Albanais de continuer dans la même voie, alors que l'Union soviétique modifiera ses conceptions en matière d'aménagement du territoire. Le semis urbain de 1960 n'est donc que la première étape de cette planification de l'aménagement de l'espace. Tirana comme les villes moyennes animatrices de leur région se développent rapidement : la volonté est tangible d'en faire des centres d'attraction démographique. Aux créations d'usines, au gonflement de leur potentiel commercial et relationnel, correspond la rénovation progressive des quartiers anciens, la revalorisation des édifices de qualité (voir ci-après les photographies de Vlora et Gjirokastra).



Rénovation des villes : centre ancien et nouveau de Vlora



Restauration, revalorisation : Gjirokastrë

Des villes neuves sont créées (ci-après, photo de Bajram Curri), selon un plan régulier, et dotées d'édifices simples mais solides.



Une "ville nouvelle" : Bajram Curri (au fond, la plaine de Tropojë puis les collines des Monts de Gjakovë)

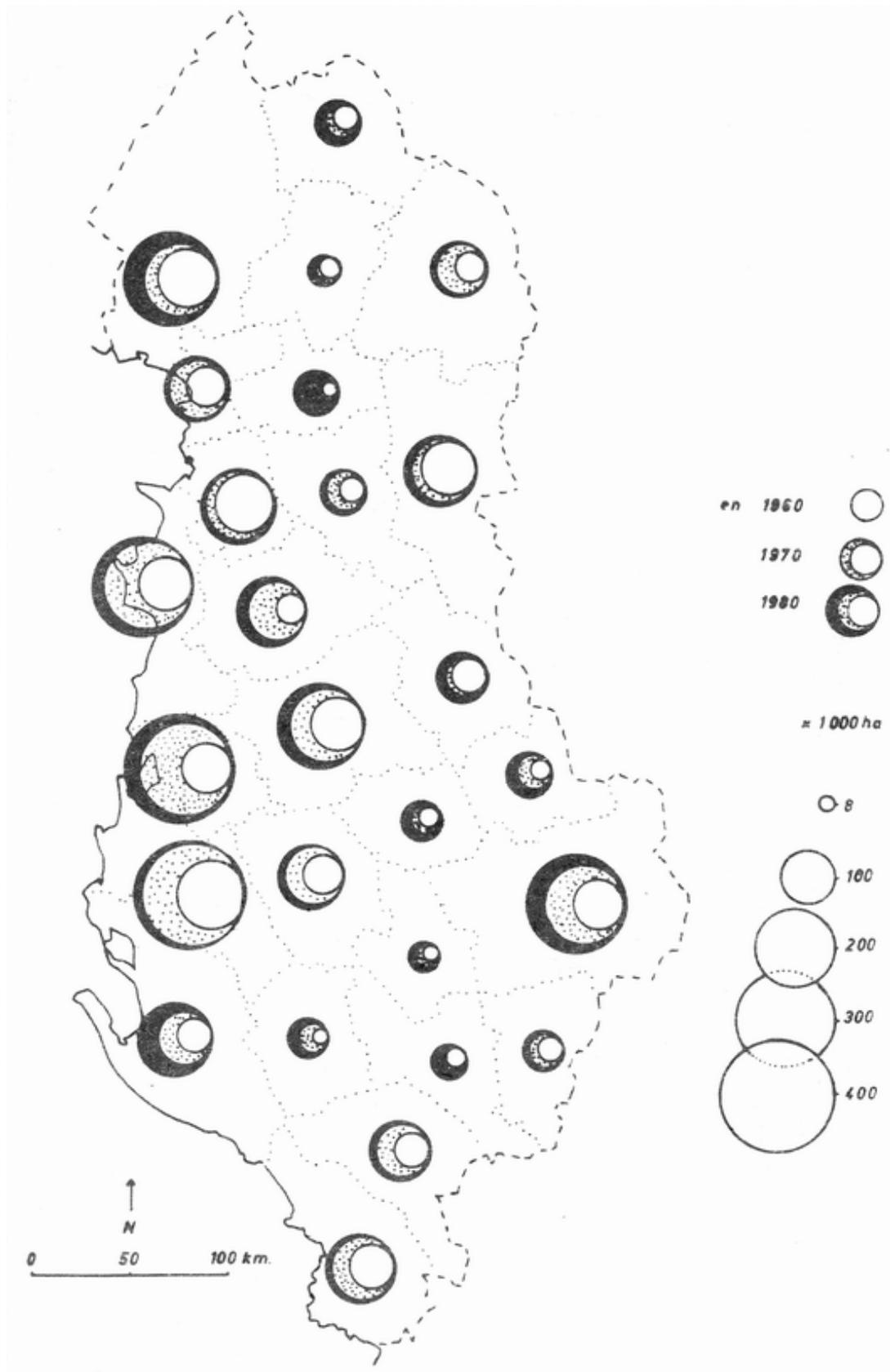
Cette création de la trame urbaine confirme la volonté politique de création d'un milieu urbain proche du milieu rural, "elle a pour but de porter le pouvoir le plus près possible du peuple, de donner aux masses travailleuses la possibilité de participer activement au gouvernement de tout le pays, et de concourir à l'heureux règlement des questions d'ordre étatique, économique, culturel. Mais surtout peut-être, cette participation s'inscrit dans le cadre local, avec une réelle autonomie dans ce cadre"⁷.

La volonté de rapprochement des modes de vie urbain et rural se matérialise ainsi peu à peu, par la planification de l'implantation et du développement de ces centres ruraux, clés du système albanais de l'aménagement de l'espace. En effet la structuration de l'agriculture collectivisée, qui modifie totalement l'espace rural, n'est possible que si elle est sous-tendue par l'exemplarité des modes de vie nouveaux. Le petit centre urbain modélise son hinterland rural, le semis urbain dans tous les districts permet l'essaimage de l'idéologie, des modes de vie, et de ce fait la modification de la totalité de l'espace. La mise en place rationnelle de l'espace agraire s'effectue progressivement, prenant appui sur ces centres. La collectivisation progressive des sols, puis leur mise en culture selon un système communautaire, modifie lentement le paysage. Immédiate là où un défrichement ou une bonification créent des terres nouvelles, immédiate sur les Fermes d'Etat, elle n'atteint les zones de montagne qu'en dernier lieu, de novembre 1966 à avril 1967.

Commence alors la période des grands travaux, dont l'utilité est double : développer la production agricole, mettre en contact des populations de tous les milieux. La volonté d'autonomie de l'Albanie, renforcée par sa rigueur dans le suivi de sa ligne politique, est d'autant plus souhaitée que les liens privilégiés avec la Chine se distendent progressivement. Les grands travaux agricoles, planifiés dans tout le pays, sont le moyen d'arriver à l'autonomie alimentaire, voire à l'exportation.

Construction de dizaines de milliers de terrasses, renforcement du potentiel d'irrigation (voir carte de la planification de l'irrigation, ci-après ; voir photos des espaces agricoles nouveaux, ci-après) motivent tout un pays sur la totalité de son sol. Parallèlement, le brassage de population entraîné par ces grands travaux collectifs modifie les mentalités : chacun a conscience de travailler directement pour son pays, sa patrie, chacun prend conscience des difficultés mais aussi de la façon de vivre de l'autre. Dès lors, l'aménagement des villages se modifie progressivement. La modernisation du territoire, but de l'aménagement, s'effectue donc progressivement, à la fois par la volonté directe des responsables et par l'effet d'incitation du mode de vie urbain.

Cette osmose de la ville et de la campagne, cette volonté de planifier le développement harmonieux de l'ensemble du territoire, sont renforcées par le développement des moyens de communication. Le réseau routier, autrefois nettement insuffisant, est progressivement amélioré.



Planification : espaces irrigués



Edification de terrasses irriguées, Lukovo (District de Saranda)

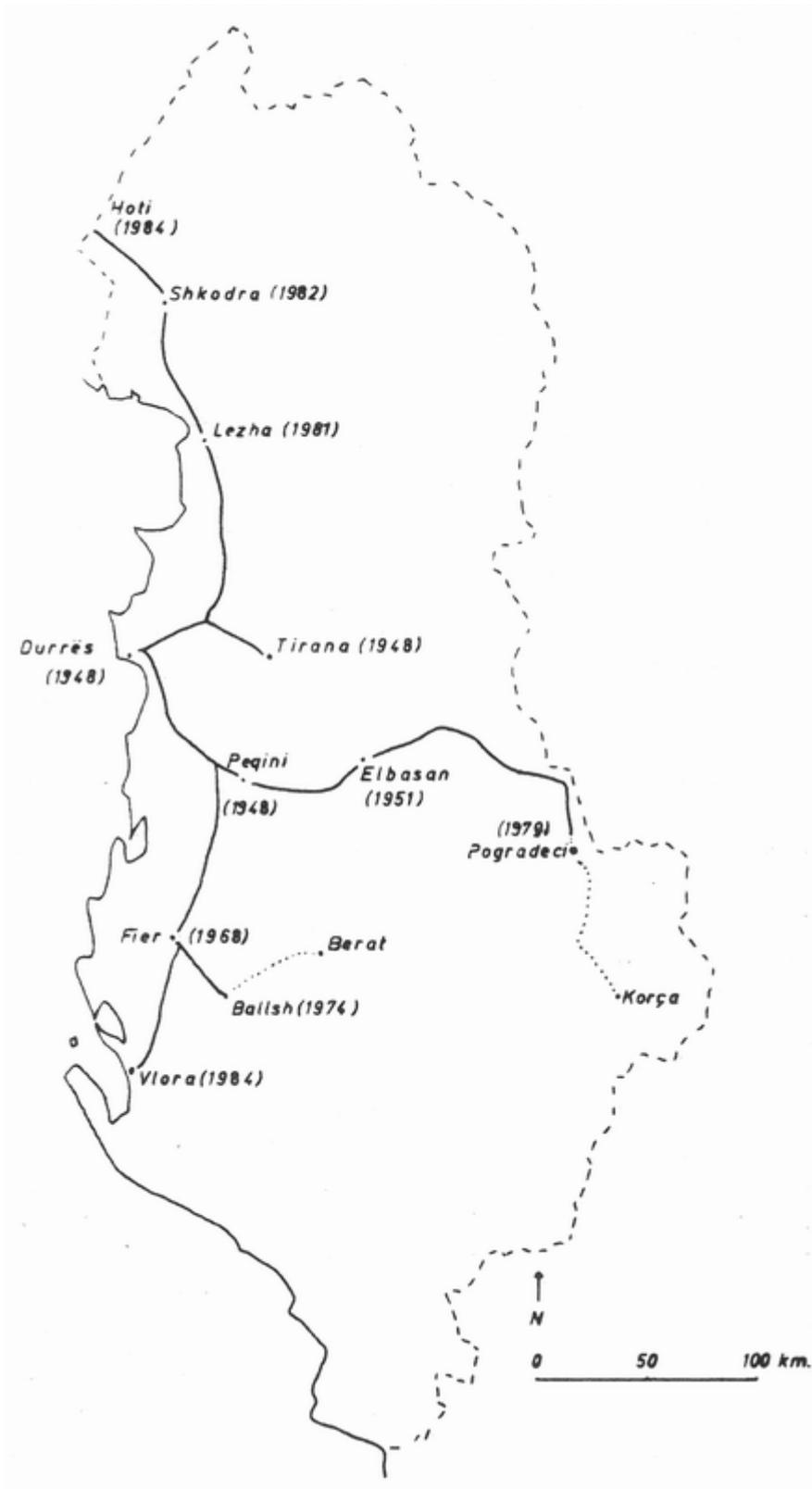


Mise en culture des montagnes. Région de Rugajës-Voskopjë (District de Korçë)

Des secteurs entiers du territoire sont enfin désenclavés, en particulier dans les régions de montagne. Développement planifié, en fonction de l'immensité de la tâche, et, il faut le rappeler, de la faiblesse des moyens. Avoir parcouru plusieurs fois, à plusieurs années de distance, l'ingrat chemin qui sépare Korçë de Permet, via Leskovik, permet de mesurer l'ampleur de la tâche et la progressivité de sa réalisation : d'un ingrat chemin de pierraille, les travaux successifs ont permis de réaliser une route goudronnée, rapide, agréable.

Développement planifié "sur les propres forces" par les districts concernés : la planification de l'aménagement du territoire demeure bien souvent, dans ses actions ponctuelles, une expression de l'autonomie régionale.

A une tout autre échelle, l'édification progressive du réseau ferroviaire est une excellente image de cette planification de l'espace (carte ci-après).



Planification : voies ferrées

En fonction des besoins ressentis, en fonction des incitations nécessaires, la construction a privilégié tel ou tel secteur. Représentatif de l'effort collectif du peuple, construit selon le principe du travail "volontaire et bénévole", il est l'une des fiertés de l'Albanie. Ce développement progressif des voies de communication est le dernier révélateur de cette volonté de planification de l'aménagement du territoire.

Vers un espace modélisé ?

La volonté de planification de l'aménagement du territoire en Albanie tend en fait vers la diffusion dans l'ensemble de l'espace d'une structure logique, identique en tout point du pays, mais tenant compte cependant des possibilités locales. La modification progressive de l'espace rural est très sensible : les mêmes formes de travail agricole, les mêmes organisations collectives, les mêmes cultures de base, créent un paysage semblable caractéristique de l'Albanie. Cette planification de l'espace rural atteint actuellement les régions de montagne, là où l'effort est le plus rude. Déjà, cependant, et en dépit de l'ouverture récente des travaux, des résultats sont tangibles (voir photo ci-après).



Le terrain du prochain combat pour l'agriculture : débuts de l'aménagement de la haute vallée de Valbonë (District de Bajram Curri) – Août 1984

La phase ultime de cet aménagement, la phase ultime de cette planification débute. Au niveau urbain, la rénovation progressive de l'espace bâti est en cours, démontrant si besoin en était de la constance dans l'esprit des Albanais de la volonté de l'amélioration de leur niveau de vie. Parce que les paysages organisés, urbain comme rural, sont les expressions matérielles de l'édification d'un système politique, la planification de l'aménagement du territoire exprime parfaitement en Albanie la volonté d'édification d'un Etat socialiste. Diffusion progressive d'un même modèle urbain, création progressive d'un même système collectiviste d'agriculture, mise en place progressive d'un même paysage, sont les vecteurs de cette volonté. La minutieuse évolution, la progressivité de cette transformation de l'espace, la rigoureuse organisation de ces changements sont la marque indéniable d'une volonté planificatrice, vers la construction volontariste d'un Etat socialiste.

Du même auteur : *Hiérarchie urbaine en RPS d'Albanie. Une image spatiale de l'édification du socialisme ?* Montpellier : Université Paul Valéry, 1981. 205 p. (Thèse de 3^e cycle.)

Notes :

1. Service géographique, Etat-Major de l'Armée française, Notice descriptive de la Turquie d'Europe, 1899.
2. V. Lénine, De l'Etat, 11.VII.1919.
3. J. Staline, Les problèmes économiques du socialisme en URSS, 1951.
4. J. Staline, Le marxisme et la question nationale, 1913.
5. E. Hoxha, Discours prononcé à l'inauguration de l'école du Parti, 25.V.45.
6. E. Hoxha, Programme du 1er Gouvernement de la République populaire d'Albanie, 24.III.46.
7. Klement Kolaneci, Directeur-adjoint de l'Institut Supérieur de Planification.

Le système éducatif albanais : organisation et planification

par Françoise PACAUD

"Notre peuple n'a jamais séparé son vieux fusil du livre, son épée de la plume, sa bravoure du savoir, sa lutte de son travail. Le fusil et l'abécédaire ont de tout temps été soudés dans les mains du peuple albanais, dans les tranchées de la lutte pour la liberté, l'indépendance, la terre, la justice et le progrès." (Enver Hoxha)

Depuis fort longtemps, l'éducation est au centre des préoccupations et de la lutte du peuple albanais. Souvenons-nous du rôle des premières écoles en langue albanaise dans le mouvement de la Renaissance nationale.

Aux lendemains de la Libération nationale, lorsque le peuple s'engagea sur la voie de l'édification de la société socialiste sous la direction du Parti communiste d'Albanie avec à sa tête Enver Hoxha, il posa comme tâche fondamentale la mise en place d'un système éducatif capable de répondre aux exigences du moment, préserver l'indépendance du pays et l'engager dans la voie de l'édification de la société socialiste.

Les communistes albanais ont toujours considéré l'école et tout ce qui constitue le système éducatif comme un moyen d'émancipation qu'il fallait absolument prendre en main afin de s'en servir pour mener à bien la lutte pour la formation de "l'homme nouveau". Partie intégrante de toute société, l'éducation en reçoit la marque de classe. Son contenu et sa forme, son fonctionnement et ses objectifs, ses rapports avec les autres secteurs de la société ne sont jamais neutres, mais reflètent les rapports de production et les reproduisent.

C'est ce que Enver Hoxha soulignait dès le premier Congrès du Parti communiste d'Albanie : "Les fondateurs du marxisme-léninisme ont toujours considéré l'école comme une arme importante de la lutte pour la libération des masses travailleuses. Le marxisme-léninisme a depuis longtemps démasqué la légende hypocrite de la bourgeoisie sur le caractère apolitique de l'enseignement et de l'école, dont on a prétendu qu'ils se situent au-dessus des classes et des partis".¹

Dès lors était assignée à l'école une fonction essentielle dans l'établissement et la consolidation du pouvoir de la classe ouvrière : "L'école doit servir de véhicule aux idées et aux principes de la politique du Parti, à ses tâches et à ses buts, parmi les masses travailleuses ; elle doit inculquer les nouveaux principes socialistes d'éducation, elle doit éduquer les enfants de toutes les couches sociales, de toute la population, sur la base de ces principes ; elle doit combattre toutes les idéologies qui nous sont étrangères et toutes les influences étrangères sur les enfants - telles sont les principales directives de la science marxiste-léniniste dans les questions de l'enseignement : nous ne devons pas le perdre de vue".²

Dès cette époque, Enver Hoxha recommandait de ne pas perdre de vue ces principes. On peut affirmer que le Parti s'en est tenu fermement à cette recommandation ainsi que l'atteste un rapide survol des différentes phases d'évolution du système éducatif.

REVOLUTIONNARISATION CONTINUE DE L'ECOLE

1) Quand l'école devient propriété du peuple

Au moment de la Libération en 1944, l'Albanie héritait d'un profond retard : plus de 80 % de la population était illettrée (90 % pour ce qui concerne les femmes). En quelques années le peuple albanais a édifié un système d'enseignement qui, par l'école, l'université et la formation continue, permet à tous de s'instruire toujours davantage, et de participer avec une haute conscience à l'édification de la société socialiste.

Le développement du système d'éducation a connu plusieurs étapes qui toutes correspondent à un développement de l'édification de la société socialiste (voir des statistiques de l'évolution en annexe I).

En août 1946 la loi sur la réforme de l'enseignement fixe les grandes orientations vers une démocratisation fondamentale de l'enseignement populaire. En 1955 l'école "de sept ans" devient obligatoire et l'enseignement technique et professionnel est mis sur pied. En 1960 l'école "de sept ans" devient école "de huit ans", l'enseignement secondaire s'étend dans les campagnes et de nouvelles facultés sont créées, l'enseignement pour adultes s'élargit. Cependant, l'école est sous influence des modèles européens et soviétique : elle reste dissociée de la vie et de la production, avec des tendances intellectualistes et bureaucratiques...

En 1965 commence la révolutionnarisation de l'enseignement. A partir de documents du Parti (1968-1969) une plate-forme idéologique, pédagogique et organisationnelle est élaborée. Un large débat populaire donne à ces transformations un caractère de masse : tous les manuels scolaires sont soumis à discussion après une analyse minutieuse. Les enseignants, élèves et parents contrôlent tout le travail effectué par des groupes de rédaction comprenant enseignants, scientifiques et travailleurs de toutes régions. Ainsi 500 manuels nouveaux pour toutes écoles sont élaborés et discutés avant approbation par le ministère de l'Education et de la Culture.

En 1970 l'enseignement pour adultes est révisé et amélioré : les travailleurs qui fréquentent les cours du soir ou par correspondance bénéficient de réduction d'horaire de travail et de congés pour se présenter aux examens. Au VI^{ème} Congrès du PTA, Enver Hoxha pouvait déclarer : "La révolutionnarisation de l'école est une des plus grandes actions entreprises par le Parti".³ Renforcement interne du système éducatif par une élévation continue du niveau idéologique et du niveau scientifique de l'enseignement et des enseignants, élargissement de l'éducation, progrès pédagogique... ont permis à l'éducation de remplir toujours mieux son rôle de renforcement de la société socialiste. "Notre école, écrit Enver Hoxha, est appelée à former un homme nouveau délivré de la psychologie asservissante de la société capitaliste, un homme à la volonté inébranlable, honnête, qui ne craint pas les difficultés, et qui sait les surmonter".³ Ainsi l'intérêt prioritaire porté à l'homme ne se dément à aucun moment, car l'action de l'homme conscient constitue l'élément décisif dans la transformation de la société.

2) Le système d'enseignement actuel

(voir tableau en annexe II)

Il constitue une arme décisive de la dictature du prolétariat. Eduquer la jeune génération et former une intelligentsia populaire afin de poursuivre la tâche révolutionnaire entreprise jusqu'à sa victoire complète constituent la mission confiée au système d'enseignement tel qu'il a été modelé par la vaste lutte de révolutionnarisation.

Etude, travail productif, éducation physique et militaire sont étroitement liés. Le marxisme-léninisme fonde l'ensemble de ce système.

On étudie en travaillant et l'on travaille en étudiant, on tend ainsi à réduire les différences entre le niveau culturel, technique et scientifique des travailleurs intellectuels (qui font chaque année un stage à la production) et des travailleurs manuels. Cet enseignement de masse accroît constamment la participation effective de tout le peuple à la vie politique et sociale du pays, permettant ainsi de lutter contre le bureaucratisme, de réduire les différences héritées du passé (entre ville et campagne, travail intellectuel et travail manuel), sources d'injustices, et donc d'empêcher l'apparition d'élites privilégiées.

L'enseignement préscolaire

Les jardins d'enfants constituent le premier maillon du système d'enseignement. Ils reçoivent les enfants de 3 à 6 ans et ont pour mission de leur donner une éducation sociale qui les préparera à entrer à l'école en leur donnant une formation intellectuelle, morale, politique et patriotique, esthétique, sanitaire, à travers des causeries avec des vétérans, des visites sur des lieux de travail, dans des musées, des sorties au cinéma, etc., visites qu'ils reproduiront ensuite dans leurs activités, jeux, dessins... Ils sont en liaison étroite avec le cycle inférieur de l'école de huit ans, pour une meilleure adaptation des enfants à cette nouvelle étape. Les jardins d'enfants constituent également un instrument important de l'émancipation de la femme et facilitent la tâche d'éducation par la famille. Au cours des dernières années, la priorité a été accordée à la mise sur pied des jardins d'enfants dans les campagnes : ainsi, en 1978, sur 72 jardins d'enfants construits, 64 l'ont été dans des coopératives agricoles.

L'école de huit ans

C'est l'enseignement unique, général et obligatoire pour tous les enfants dès l'âge de 6 ans. De la première à la huitième, les élèves reçoivent en plus de la culture générale, les premières notions d'éducation idéologique, politique, morale, esthétique et physique (tout cela en tenant compte de l'âge des élèves). Cette école a pour but de les préparer à poursuivre des études secondaires, à participer à la vie sociale et à la production socialiste. Ils reçoivent également les premiers éléments d'éducation militaire, au cours des deux dernières années (en septième et huitième). C'est au sein de l'école de huit ans que sont mis en place les premiers éléments du triangle étude-travail productif-éducation physique et militaire. Par exemple, en 1979, le rapport en était :

- 82,5 % de cours (sciences sociales et humaines, sciences naturelles, dessin et chant).
- 10,5 % de travail productif (couture, travail du bois et des métaux, économie domestique, travail social)
- 7 % d'éducation physique et militaire.

L'enseignement secondaire

Il s'étale sur quatre ans, et fait suite à l'école de huit ans. Il existe des écoles secondaires d'enseignement général et des écoles secondaires professionnelles, mais toutes assurent un même niveau de formation générale fondamentale. Elles ont pour but d'élever le niveau culturel de toute la population et d'éliminer les différences fondamentales entre travail intellectuel et travail manuel. L'école secondaire doit doter la classe ouvrière d'un savoir et d'une culture qui lui permettent de diriger efficacement l'Etat et d'exercer son contrôle sur la vie du pays. Elle joue un rôle important dans l'éducation de la jeunesse qui y reçoit une formation marxiste-léniniste, scientifique et polytechnique solide. On y étudie :

- les sciences humaines, sociales et politiques : notions du marxisme-léninisme, langue et littérature albanaise, langues et littérature étrangères, histoire.
- les sciences naturelles : mathématiques, physique, chimie.
- la culture physique.

Dans les écoles générales, parmi les sciences naturelles figurent également la biologie, la géographie et l'astronomie, et l'on enseigne des matières techniques et spéciales comme le dessin industriel, l'étude de machines, l'électronique et l'agriculture.

Dans les écoles professionnelles, les élèves étudient les disciplines relevant de la formation professionnelle ; ainsi pour les études de mécanique : le dessin industriel, la mécanique, la technologie liée à la mécanique, l'hydraulique, l'électrotechnique, avec leurs applications à la construction et la réparation des automobiles et des tracteurs.

Ces écoles doivent rendre les élèves aptes à participer immédiatement à la production sociale et à la défense de la patrie, et leur inculquer les connaissances indispensables pour poursuivre des études supérieures. L'année scolaire est organisée de la façon suivante :

- écoles secondaires d'enseignement général :
 - 8 mois de cours ;
 - 1 mois de travail à la production ;
 - 17 jours d'enseignement militaire ;
 - 2 mois et demi de vacances.
- écoles secondaires d'enseignement professionnel :
 - 7 mois de cours ;
 - 2 mois de travail à la production ;
 - 17 jours d'entraînement militaire ;
 - 2 mois et demi de vacances.

Les élèves des écoles professionnelles font leur période de travail à la production en liaison étroite avec leur profession dans les ateliers ou les entreprises de la branche concernée. Ils travaillent comme les ouvriers mais sans être astreints aux normes de rendement et accèdent à un degré supérieur de qualification dans leur spécialité. Les élèves des écoles d'enseignement général font leur période de travail manuel auprès des entreprises et des coopératives agricoles et accèdent à un degré de qualification minimum. Ils peuvent également travailler dans des actions de masse (grands ouvrages d'intérêt national ou local prévus par les plans quinquennaux tels que la construction de voies ferrées, de centrales hydro-électriques, l'aménagement de terrasses sur les versants des collines, etc.). Les problèmes économiques et financiers sont pris en compte dans la planification établie par le ministère de l'Enseignement et de la Culture et les autres ministères concernés.

Quant à l'éducation physique et militaire, des cours théoriques se déroulent pendant l'année scolaire, et l'entraînement militaire se fait pour la 1^{ère} et 2^{ème} années auprès des écoles et pour la 3^{ème} et 4^{ème} années auprès des unités militaires, sur la base de l'Art militaire de guerre populaire. Les jeunes apprennent très tôt qu'il faut en permanence être prêt à défendre la patrie, surtout dans les conditions actuelles d'encerclement du pays par les forces de l'ordre bourgeois et impérialiste, et que le peuple entier est soldat.

L'enseignement inférieur technique et professionnel

C'est une catégorie d'enseignement qui échappe un peu à l'enseignement régulier. Faisant suite à l'école de huit ans, il a pour but de préparer des jeunes ouvriers qualifiés dans des spécialités bien définies. Il comporte des cours réguliers et aussi des cours pour adultes, sur une durée de un ou deux ans. Ces écoles sont créées selon les besoins de l'économie et dépendent des ministères concernés : elles servent à former des ouvriers ou à augmenter leur niveau de qualification, dans les domaines industriels et agricoles, et à élever le niveau de connaissances théoriques des ouvriers et coopérateurs engagés dans un emploi. Leur formation se réalise aussi sous la forme de stages d'apprentissage rémunérés. La création de ces écoles et l'admission des élèves obéissent aux directives du plan d'Etat sur la base des besoins de l'économie du pays, puisqu'il s'agit de former une force de travail nouvelle.

L'enseignement secondaire pour adultes

Les écoles du soir pour les ouvriers et les coopérateurs sont très spécialisées et organisées auprès des entreprises et des coopératives agricoles, ou au niveau du district.

L'enseignement pour adultes occupe la place la plus importante quant au nombre d'écoles et d'élèves qu'il représente, et de plus il comprend des spécialités qui ne figurent pas dans l'enseignement régulier : il répond en effet directement aux besoins de la production et aux besoins des adultes de s'instruire et de se perfectionner. Il a pris un caractère de masse et est révolutionnaire en ce qu'il combat le refus de l'école lié à la sous-estimation de son rôle.

La structure de l'année scolaire est simple : 10 mois de cours (les travailleurs participent déjà à la production ou font leur période de travail manuel sous une autre forme). L'entraînement militaire se fait selon les règles définies par l'Etat. De nombreuses mesures (heures payées pour suivre les cours, congés pour préparer les examens) sont prises par l'Etat pour favoriser ces études.

L'enseignement supérieur

En 1957 l'Université de Tirana est créée en regroupant des instituts d'études supérieures ouverts depuis 1946. Plusieurs autres instituts d'études supérieures et des annexes de l'Université de Tirana ont été créés depuis dans différentes régions du pays.

La mission de l'enseignement supérieur est de former des spécialistes de différents domaines d'un haut niveau de formation idéologique et politique et ce, conformément aux exigences de la science et des techniques modernes, et au développement de l'économie et de la culture, et qui soient aptes à travailler pour la société et à défendre la patrie.

Pour entrer à l'Université, une commission de sélection tient compte des notes acquises au baccalauréat qui sanctionne la fin des études secondaires, mais aussi de la moyenne des notes de l'élève au cours de ses quatre années d'enseignement secondaire ; on tient compte également de la moyenne obtenue dans chaque discipline puisque l'orientation dans une filière d'études supérieures correspondra au "profil" de l'élève, donc aux matières où il a le mieux réussi.

Aujourd'hui les étudiants sont issus de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérée et de l'intelligentsia populaire.

Comme à tous les niveaux d'enseignement que nous venons de voir, l'enseignement supérieur est basé sur l'unité des trois composantes : étude-travail à la production-éducation physique et militaire. La durée des études est de trois à cinq ans. L'admission se fait sur la base de critères fondamentaux qui sont : caractéristiques politiques, aptitudes aux études, résultats du stage à la production, comportement.

L'année universitaire se répartit de la même façon pour tous les établissements :

- 8 mois et demi d'études ;
- 1 mois de travail à la production ;
- 1/2 mois d'entraînement militaire ;
- 2 mois de vacances.

Enseignement, production, défense et travail scientifique sont étroitement imbriqués : le plan des cours comporte des tâches concernant la production et la défense, effectuées avec des spécialistes de la base, ouvriers et paysans qui apportent leur contribution à la solution des divers problèmes techniques. De même, des spécialistes de la production donnent des cours, dirigent des séminaires ou des travaux pratiques.

Des cours du soir sont organisés pour les adultes afin que paysans et ouvriers puissent élever leur niveau de formation théorique et scientifique. Dans ces écoles supérieures du soir, les étudiants ont un an de plus pour terminer leurs études ; leur année comporte 10 mois d'études. A la fin de leurs études ils doivent faire un stage de 8 à 9 mois. Ce stage fait partie intégrante de leur formation, sert à leur qualification professionnelle, pour préparer et soutenir leur diplôme. Il est important de souligner qu'un emploi selon leur spécialité leur est assuré à la fin de leurs études.

Il est intéressant de noter qu'en ce qui concerne le taux de fréquentation universitaire, l'Albanie aurait, selon l'UNESCO, le pourcentage d'étudiants le plus élevé d'Europe par rapport à la population (le nombre d'étudiants était de 730 000 en 1978). C'est le rôle de l'éducation dans le cadre de l'édification de la République populaire socialiste d'Albanie que nous étudions dans les lignes qui suivent.

DIRECTION ET PLANIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT

1) L'Etat dirige l'enseignement

Dans son article 33, la Constitution de la République populaire socialiste d'Albanie stipule que "l'enseignement (...) est organisé et dirigé par l'Etat, il est accessible à tous et gratuit ; il est édifié sur la base de la conception marxiste-léniniste du monde et il relie l'étude au travail productif et à l'éducation physique et militaire."

C'est le ministère de l'Enseignement et de la Culture qui dirige et contrôle directement l'enseignement. Ce ministère est l'organe central de l'administration d'Etat qui suit et applique la politique du Parti et de l'Etat en ce qui concerne l'instruction et l'éducation communiste de la jeune génération et celle des masses travailleuses. Dans toutes les institutions d'enseignement et d'éducation, il assure la direction idéologique scientifique et pédagogique, émet les instructions, règlements et ordonnances conformément aux lois, instructions et décisions du Conseil des ministres. Ce ministère est responsable du contenu de l'enseignement, il approuve les plans, programmes et manuels scolaires, dirige l'activité de tous les établissements et y exerce son contrôle ; il organise le déroulement du travail politique et pédagogique, est responsable de la formation de la jeunesse, donc de sa participation directe au travail à la production comme de son entraînement militaire et du degré d'assimilation des connaissances. Ce ministère assume entièrement la responsabilité de la formation de la jeune génération selon la conception matérialiste scientifique du monde, de son éducation dans l'esprit de l'amour pour le Parti, le peuple et la patrie socialiste, et de la solidarité et le respect envers tous les peuples et les pays du monde qui luttent pour la liberté, l'indépendance et le progrès social. La direction pédagogique et administrative des établissements s'exerce par l'intermédiaire des rectorats et des directions d'écoles qui sont dirigés par les organisations du Parti à la base et s'appuient sur la masse des élèves, enseignants, parents et toutes forces intéressées à la bonne marche de l'école ; la direction idéologique et pédagogique de l'enseignement ainsi que tout le système de la direction d'Etat est ainsi construite sur la base du principe du centralisme démocratique qui combine la direction centralisée avec l'application conséquente de la ligne de masses.⁴

2) L'enseignement est planifié

Mais si l'Etat dirige l'enseignement et s'il est responsable de la formation de la jeunesse et des travailleurs, il le fait selon un plan de formation qui est établi conformément aux besoins de chaque entreprise, de chaque coopérative, de chaque district. Cette planification est possible parce que l'ensemble des multiples entreprises et coopératives peut être considéré en fait comme une seule entité économique, du fait du caractère social de la propriété des moyens de production. Le plan relatif à l'enseignement fait partie intégrante du plan général de développement économique et culturel. Il couvre l'extension des jardins d'enfants, des écoles de huit ans, des écoles secondaires générales et professionnelles et des écoles supérieures et prend en compte les problèmes démographiques de chaque district. C'est l'Etat qui administre les ressources économiques, financières et humaines du pays⁵, donc la formation des travailleurs et l'adéquation formation-emploi.

Le ministère de l'Enseignement et de la Culture, en collaborant avec la Commission du Plan de l'Etat et les institutions et organismes centraux concernés, élabore le projet de plan pour le développement de l'instruction et de la culture pour chaque quinquennat ou pour une période plus longue, et définit les orientations nouvelles et les spécialités dans lesquelles il faudra former des ouvriers qualifiés ou des spécialistes dotés d'une formation supérieure. C'est ainsi que vient d'être créée à l'Université de Tirana une nouvelle filière de formation en informatique. Le Plan a d'abord prévu la formation des futurs formateurs : des ingénieurs mathématiciens albanais ont été envoyés pendant deux ans en formation (en France en l'occurrence), et c'est à partir de la rentrée universitaire 1984 que la formation d'étudiants en informatique va démarrer. Au bout de cinq années d'études les étudiants de cette première promotion deviendront ingénieurs informaticiens.

Cet exemple a été choisi pour illustrer la planification d'une nouvelle filière, mais voyons selon quels critères l'Etat établira le nombre d'ingénieurs à former, dans une spécialité déjà mise en place : prenons l'exemple d'une usine X... qui produit des câbles électriques dans le district de Shkodra. Comme dans toute l'Albanie, cette usine élabore elle-même son plan de production qu'elle propose à l'échelon central. Ce plan est ainsi établi à partir du plan de chaque atelier, qui lui-même est défini par les travailleurs qui y sont embauchés. Sur l'ensemble de l'usine, il existe une Commission du Plan, constituée par la direction, les cadres, les représentants de chaque atelier, et les spécialistes en économie de l'usine. Cette commission du plan de l'usine étudie les possibilités de développement de la production sur chaque atelier puis sur l'usine et définit en même temps les moyens en personnel qu'elle doit demander au gouvernement, donc les moyens à prévoir en ce qui concerne les futurs recrutements, les nécessités en qualifications à tous les niveaux. Toutes les demandes des différentes usines remontent ensuite au niveau de la Commission du Plan d'Etat qui aura pour tâche de répartir les moyens en ouvriers, cadres, etc., selon les besoins exprimés et organisera éventuellement de nouvelles filières de formation.

Il paraît important de souligner que l'Albanie ne connaît pas le chômage, et qu'en ce qui concerne les étudiants albanais, "ils sont souvent nommés à une fonction avant même d'être définitivement diplômés. Les besoins de l'économie populaire en cadres qualifiés ne cessent de croître. Le travail constructif bat son plein dans tous les coins du pays. Le doute et l'inquiétude qui tourmentent les jeunes et les étudiants dans les pays capitalistes quant à la possibilité de trouver un emploi à la fin de leurs études, sont en Albanie des sentiments inconnus. En Albanie, il n'est pas de problème touchant les étudiants ou la jeunesse en général, qui n'aient trouvé leur solution, le pouvoir populaire a créé des conditions qui assurent une harmonie complète des intérêts sociaux et des intérêts individuels des étudiants et de la jeunesse".⁶

Les étudiants terminent leur formation universitaire au bout de quatre, cinq ans, puis occupent un emploi conforme à la formation reçue (puisque planifiée) et préparent la soutenance de leur diplôme un an plus tard, donc après une année de stage sur le lieu de travail. Le problème de l'emploi ne se pose pas pour eux, contrairement à ce qui se produit dans les pays capitalistes : "Dans les pays capitalistes, capitalistes et chefs d'entreprise ne sont pas particulièrement intéressés par des mesures propres à résoudre le chômage et notamment le chômage des individus instruits, car l'excédent de main-d'oeuvre instruite présente pour eux certains avantages (d'une part l'existence de ces chômeurs instruits incite les actifs instruits à travailler plus ardemment de peur de perdre eux-mêmes leur emploi (et d'être remplacés par quelqu'un de plus jeune et de plus instruit), et de l'autre, elle exerce une pression descendante sur les salaires du personnel instruit et les empêche peut-être d'augmenter aussi rapidement qu'ils le feraient s'il n'y avait pas tant de nouveaux diplômés. Il faut aussi admettre qu'une offre excédentaire de main-d'oeuvre "sur-scolarisée" ne se traduit pas nécessairement par l'abondance des compétences de toutes sortes dont les employeurs ont besoin ; ces derniers se plaignent souvent de ce que la dernière promotion de diplômés n'ait pas le profil correspondant à leurs besoins..."⁷

Le plan actuel vise surtout à l'élargissement et à la démocratisation de l'enseignement secondaire, et plus particulièrement de l'enseignement professionnel. Selon ses prévisions, tous les élèves qui termineront l'école de huit ans continueront leurs études essentiellement dans l'enseignement secondaire, et une petite partie seulement d'entre eux iront dans les écoles techniques et professionnelles inférieures. L'enseignement pré-scolaire et l'école du soir connaîtront aussi un nouvel essor et l'on développera encore l'enseignement supérieur.

"Les possibilités d'accroissement du savoir et de la culture représentent un grand potentiel pour la réalisation des plans actuels et futurs, pour le progrès technique et scientifique vers de nouvelles cimes. Aussi le 7^{ème} plan quinquennal prévoit-il un nouvel essor de l'éducation, de la culture et de la science. Le nombre des élèves de l'enseignement secondaire s'accroîtra sensiblement. En dehors des enfants des villes, cet enseignement englobera dans une mesure toujours croissante les enfants des campagnes. Les écoles secondaires professionnelles seront agrandies et spécialisées pour mieux répondre au développement impétueux de l'économie, à la création de nouvelles branches et à l'introduction de technologies nouvelles dans la production. Au cours des cinq années à venir quelque 160 000 personnes recevront leur diplôme de fin d'études dans toutes les catégories d'écoles secondaires, en regard de 113 000 pendant le quinquennat écoulé. Un soin particulier sera consacré au développement de l'enseignement supérieur, où le nombre des étudiants augmentera de 45 % par rapport au 6^{ème} quinquennat. De nouvelles spécialités seront créées, la qualification et la spécialisation post-universitaires seront étendues. (...) Non seulement le chômage et l'émigration économique sont inconnus dans notre pays, mais le développement dynamique des forces productives et des activités sociales et culturelles y requièrent toujours de nouvelles forces de travail. Toutes les nouvelles forces, soit quelque 210 000 personnes qui accéderont au cours de ce quinquennat à la vie active, seront engagées principalement au travail dans la production. L'affectation de nouvelles forces de travail aux divers secteurs exige des études approfondies de la part de la Commission du Plan d'Etat, du Comité d'Etat pour le travail et les salaires, des autres départements ministériels, des comités exécutifs des conseils populaires des districts, et des entreprises et des coopératives agricoles elles-mêmes. Naturellement, le Parti et l'Etat s'efforceront de créer des fronts de travail là où vivent les gens, mais cela dépend aussi beaucoup de la répartition des ressources et des richesses naturelles. Aussi les nouvelles forces de travail seront-elles en partie engagées là où le pays a besoin d'elles et où s'ouvrent les plus larges fronts de travail. Ce processus doit être mieux soutenu par l'essor des centres urbains, par le développement des transports, l'amélioration des conditions de travail, l'ajustement du système salarial de manière à stimuler l'embauche même dans les zones lointaines ou dans de difficiles conditions de travail."⁸

Quant au financement de l'enseignement, l'accroissement continu du nombre d'écoles et la démocratisation accélérée du système scolaire ont entraîné d'importantes dépenses de la part de l'Etat (2,5 millions de leks par jour en 1980), et qui ne cessent de croître. L'Etat investit d'importantes sommes dans la construction d'établissements sur les lieux de travail, chantiers, coopératives agricoles. Les investissements dans les campagnes sont considérés comme prioritaires par rapport à ceux des villes : en 1979 ils étaient deux fois plus élevés qu'en ville. Dans les villes, l'Etat a implanté des internats équipés de foyers culturels et sportifs. En ce qui concerne l'équipement en matériel didactique, d'une part les écoles et les districts font preuve d'initiatives pour enrichir leur équipement, mais également le ministère de l'Enseignement et de la Culture planifie la production de matériel d'enseignement assurée par une entreprise de matériel didactique, par les ateliers de travail manuel des écoles secondaires et supérieures, et par l'Université avec l'école secondaire professionnelle "7 Nëntori". Des laboratoires de physique, de chimie, de biologie, des équipements de géographie, d'histoire sont ainsi mis sur pied à l'intention des écoles.

"Toutes les écoles secondaires de formation générale et professionnelle et les écoles supérieures disposent de leurs ateliers de production (selon leur orientation industrielle ou agricole) qui sont pourvus de tous les équipements et les machines nécessaires permettant d'assurer l'application totale des programmes de travail directement productif et des travaux pratiques, essentiellement à l'intention des élèves des première et seconde années. Les ateliers de production ont un plan d'approvisionnement, de production et de distribution, ils coordonnent leur travail avec les entreprises et les coopératives agricoles. Leurs problèmes économiques, financiers et organisationnels sont réglés aux termes des instructions spéciales données par le Conseil des ministres."⁹

Nombre de problèmes relatifs aux composantes "travail à la production" et "entraînement militaire" ont été résolus grâce à l'aide des entreprises, des coopératives agricoles et de l'armée, qui contribuent à planifier et à assurer des postes de travail pour les élèves et les étudiants et à organiser le mieux possible la composante "travail à la production". Il est important de souligner que les écoliers et les étudiants n'ont aucun droit de scolarité à payer et qu'ils bénéficient d'un système de bourses de plus en plus étendu. En 1978, 60 % des étudiants étaient boursiers de l'Etat. Les bourses garantissent la nourriture et le logement mais l'Etat facilite également l'achat des livres et des vêtements, et la gratuité de certains services (blanchisserie, etc.) ainsi que des réductions de prix pour les activités culturelles. Les bourses sont accordées en priorité (surtout pour les spécialités liées à l'agriculture) aux enfants des paysans, et en particulier aux jeunes filles (dans le cadre aussi de la lutte pour l'émancipation des femmes) et aux enfants des zones les plus reculées des montagnes. Leurs études terminées, les enfants reviendront au village pour y exercer le métier appris. Des internats sont aussi créés auprès des coopératives agricoles. Car il s'agit également de continuer à réduire l'écart entre ville et campagne en retenant les populations rurales dans leurs villages, en développant les études en agriculture et en élevant le niveau culturel de la paysannerie, tout en y maintenant des salaires au moins aussi élevés qu'en ville. "En Albanie socialiste, l'Etat fait construire une école même pour quatre élèves, comme c'est le cas à Klisyre, un village montagneux reculé du district de Tropoje".¹⁰

"De nouvelles tâches importantes se posent surtout pour propager la culture dans les campagnes. L'élévation du niveau culturel de la paysannerie influe directement sur le progrès des campagnes sur tous les fronts, sur la réduction des disparités entre elles et les villes. Aussi, à part l'extension, le renforcement et l'exploitation plus efficace du réseau des établissements culturels dans les zones rurales et l'amélioration de la composition de leurs cadres, l'aide fournie par la ville, la participation active de l'intelligentsia et la sollicitude des organisations de masse, jouent un rôle important dans la diffusion de la culture dans les campagnes. En particulier, les écoles, en milieu rural, doivent devenir de véritables foyers de diffusion de la culture de masse, des traditions patriotiques et révolutionnaires, d'animation de la vie artistique, d'éducation et de formation des nouveaux talents. Les études en agriculture, surtout celles qui concernent le maintien, l'extension et l'amélioration des terres cultivables, l'accroissement des capacités génétiques des semences et des races, le perfectionnement de l'agrotechnique, la protection des plantes et des animaux, revêtent une importance particulière. Le développement et le progrès de la culture signifient le développement et le progrès de la nation. Ils sont unis par un étroit lien dialectique. (...) Les organes du Parti et du pouvoir doivent mieux organiser leur aide et leur contrôle surtout à propos des problèmes de direction et de planification, du contenu, de l'efficacité et des valeurs éducatives de l'activité culturelle et artistique. (...) Nous devons consacrer le gros de nos forces et de nos moyens à l'étude de nos richesses naturelles, en premier lieu à la recherche et à la découverte de minerais utiles. Notre science doit trouver les voies les plus appropriées pour accroître nos ressources énergétiques et leur utilisation rationnelle, pour assurer une mise en valeur aussi complexe et complète que possible de tous les composants utiles des matières premières, le plus bas coût et la meilleure qualité possible de la production. L'extension des études dans le domaine des constructions mécaniques et du perfectionnement des technologies de la production et de la mécanisation des processus de travail, dans le domaine de l'étude des projets et de la construction des divers ouvrages industriels, hydrotechniques et civils, etc., doit constituer un objectif important du travail scientifique. (...) Le progrès de la science est grandement conditionné par une planification plus exacte et plus clairvoyante, conforme aux besoins du pays à tous les maillons du travail de recherche scientifique, par une bonne organisation et coordination de l'activité des diverses institutions, par la création d'une base matérielle et de laboratoires appropriée à notre pays et réalisable, par la préparation, la qualification permanente et la contribution toujours plus efficace des spécialistes dans les divers domaines."¹¹

La République Populaire Socialiste d'Albanie a une démographie de pays jeune, démographie souvent qualifiée même de galopante. Elle affirme que le travail est un droit que la Constitution garantit et met en oeuvre un système de planification de l'enseignement qui prend en compte l'évolution de l'économie en intégrant des disciplines nouvelles liées au progrès scientifique et technique. Le grand débat populaire suscité par le Parti du Travail sur la révolutionnarisation continue de l'école a imprimé une impulsion sensible à l'amélioration du travail à l'école, à l'approfondissement de diverses actions et initiatives révolutionnaires dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation. Avec le 7^{ème} Plan, il s'agit maintenant de continuer ce mouvement de révolutionnarisation de l'école en élevant la qualité et le rendement du travail en son sein. Il est demandé aux enseignants d'élever sans cesse leur niveau idéologique, politique et professionnel et de cultiver parmi la jeunesse des motivations saines pour l'étude, en s'inspirant des idéaux révolutionnaires. Les formations initiales à l'école sont sans doute actuellement plus profitables pour accroître la productivité mais le réseau de formation des adultes est très important et lie le plan des entreprises au rôle des organisations de masses à la base et au plan d'Etat. Les organisations de masses interviennent pour définir le plan, l'appliquer, critiquer son application, le redresser éventuellement, etc. Chacun doit être partie prenante du Plan et doit améliorer son propre niveau de connaissances. Chacun est apte à occuper une fonction dans la production. La résolution des problèmes humains individuels tels que travailler dans son village ou sa ville près de sa famille est l'une des tâches de la Commission du Plan d'Etat qui doit centraliser les besoins en main-d'oeuvre de chaque district d'une part, et d'autre part les souhaits de chaque citoyen d'accéder à une formation déterminée et de demeurer dans sa région d'origine. Le Plan doit synthétiser ces données et harmoniser les intérêts personnels avec l'intérêt de tous.

Notes :

1. Enver Hoxha, *Oeuvres choisies*, Tirana, 1975, Tome II, p.39.
2. Enver Hoxha, *idem*, p. 40
3. Enver Hoxha, *op. cit.*, Tome IV, pp. 734-830.
4. *Constitution de la RPSA*, Tirana, 1977, art. 11.
5. *Idem*, art. 25.
6. *Visage de l'Albanie*, Tirana, 1977, p. 144.
7. Carnoy (Martin), *L'éducation et l'emploi : une étude critique*, Tirana, 1977.
8. Enver Hoxha, *Rapport au VIII^e Congrès*, Tirana, 1981, p. 59.
9. S. Temo, *Regards sur la RPS d'Albanie, La voie radieuse de l'enseignement populaire*, Tirana, 1978.
10. *Puna*, n°3, 1983.
11. Enver Hoxha, *op. cit.*, p. 163.

ANNEXE I*L'EDUCATION PRESCOLAIRE*

	1938	1950	1960	1970	1978
JARDINS D'ENFANTS	23	155	434	1423	2541
EDUCATEURS	40	297	1004	2460	3921
ENFANTS	2434	10004	23085	47524	83697
Dont dans les coopér. agric.	—	2050	6606	20790	43123

L'ECOLE DE HUIT ANS

	1938	1950	1960	1970	1978
ECOLES DE 8 ANS	—	193	557	1374	1539
dont à la campagne	—	111	425	1187	1294
ENSEIGNANTS	1431	4851	8569	18944	23838
ELEVES	54587	170821	274937	555259	579303
dont cours réguliers	100 %	99 %	90 %	89 %	96 %
dont cours du soir	—	1 %	10 %	11 %	4 %

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

	1938	1950	1960	1970	1978
ECOLES SECONDAIRES	11	23	69	131	265
dont générales	6	6	43	46	23
dont professionnelles	5	17	26	85	242
ENSEIGNANTS	80	262	1013	2362	3800
ELEVES	1696	6828	29896	80433	143000
dont écoles générales	48 %	29 %	53 %	38 %	30 %
dont écoles professionnelles	52 %	71 %	47 %	62 %	70 %
dont écoles régulières	100 %	79 %	54 %	50 %	40 %
dont écoles du soir	—	21 %	46 %	50 %	60 %

L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

	1950	1960	1970	1975
ECOLES SUPERIEURES	1	6	5	8
ENSEIGNANTS	13	388	926	1125
ETUDIANTS	304	6903	25465	21606*
dont cours réguliers	100 %	43 %	42 %	54 %
dont cours du soir	—	57 %	58 %	46 %

* chiffre en baisse du fait de l'institution de l'année de stage à la production.

EFFECTIFS GLOBAUX DE L'ENSEIGNEMENT

	1938	1950	1960	1970	1975
ENSEIGNANTS	1551	5423	10874	24692	ND
ELEVES ET ETUDIANTS	56283	177950	311533	661161	711428
dont enseign. régulier	100 %	98 %	86 %	83 %	87 %
dont enseign. du soir	—	2 %	14 %	17 %	13 %
en % de la population	5,4	14,6	19,4	30,0	30,5

ANNEXE II

ORGANISATION DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT (1984)

